

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LOUIS BLANC

à

La Commission du Luxembourg

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Samedi 18 Janvier 1908, à 1 heure

PAR

Pierre LOUSTAU

« Si la Société est mal faite, refaites-la. »

(Discours de Louis Blanc au Luxembourg,
40 mars 1848.)

Président : M. DESCHAMPS, professeur

Suffragants { MM. PERREAU, professeur
TRUCHY, agrégé

PARIS

IMPRIMERIE BONVALOT-JOUVE

15, Rue Racine, 15

—
1908

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT



Digitized by the Internet Archive
in 2026

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LOUIS BLANC

à

La Commission du Luxembourg

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Samedi 18 Janvier 1908, à 1 heure

PAR

Pierre LOUSTAU

« Si la Société est mal faite, refaites-la. »

(Discours de Louis Blanc au Luxembourg,
10 mars 1848.)



Président : M. DESCHAMPS, professeur

Suffragants { MM. PERREAU, professeur
TRUCHY, agrégé

PARIS

IMPRIMERIE BONVALOT-JOUVE

15, Rue Racine, 15

—
1908

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

LOUIS BLANC

A LA

Commission du Luxembourg

INTRODUCTION

Avant d'entrer dans l'étude des théories soutenues par Louis Blanc au Luxembourg, il nous paraît opportun d'examiner les idées qu'il professait avant 1848; bon nombre d'entre elles ont été reproduites à la tribune du Luxembourg, elles ne l'y ont pas été dans leur ensemble. Le système exposé par Louis Blanc dans les fameuses réunions de la Commission du Gouvernement pour les travailleurs comprend seulement les idées qui lui ont paru susceptibles d'une application immédiate: ce ne sont que des fragments d'une théorie longuement élaborée et

mûrie dans l'étude des économistes précurseurs du mouvement socialiste. Nous nous occuperons exclusivement dans cette introduction du projet de création du Ministère du Progrès et de toutes les questions qui s'y rattachent, ainsi que des ateliers agricoles et du droit de propriété, toutes choses que Louis Blanc a omis ou tout au plus à peine effleuré au Luxembourg.

Louis Blanc veut réaliser la révolution économique et sociale consistant à remplacer l'individualisme par l'association. Pour cela il lui faut un organe ; cet organe c'est le Ministère du Progrès qui aurait dans ses attributions tout ce qui a trait au travail. « C'est pourquoi la logique même de l'histoire commande la création d'un *ministère du Progrès* ayant pour mission spéciale de mettre la Révolution en mouvement et d'ouvrir la voie qui mène aux horizons lumineux » (Louis Blanc, *Organisat. du trav.* dans *Quest.*, t. IV, p. 88). Une fois le ministère du Progrès créé il lui faudra un budget car sans budget pas de ministère possible ; pour cela le ministère du Progrès serait chargé de transformer la Banque de France en Banque d'Etat, de racheter les chemins de fer et les mines au moyen de rentes sur l'Etat et de centraliser au profit de l'Etat les Assurances. Les bénéfices qui proviennent de ces sources et qui rapportent aujourd'hui aux particuliers retourneraient à l'Etat de cette manière et composeraient un budget spécial ; le bud-

get du ministère du progrès, le budget des travailleurs.

De ces trois réformes : Banque, chemins de fer et mines, assurances, la première est la plus intéressante à cause de sa connexité avec une question vitale pour la société : la question du crédit.

Il faut auparavant définir le capital pour traiter utilement cette question. Nous prendrons comme définition celle que Louis Blanc nous donne dans un de ses ouvrages : « Le capital est la richesse employée reproductivement » (L. Blanc. *Organis. du trav.* dans *Quest.*, t. IV, p. 200). Cette définition est la traduction littérale de la phrase de Stuart Mill : *iswealth appropriated to reproductive employment*. Cette idée de reproduction implique nécessairement celle de travail et c'est parce que ce facteur travail y joue un rôle prépondérant que le crédit doit être gratuit, que l'intérêt du capital est illégitime.

Il est incontestable que l'homme apporte en naissant un droit à la vie ; la conséquence de ce fait est qu'il doit pouvoir travailler car le travail est la seule façon pour lui de réaliser ce droit à la vie. Mais, pour travailler, il faut qu'il ait quelque chose sur quoi et avec quoi il puisse exercer son activité, c'est-à-dire des matières premières, des instruments de travail qui sont les éléments du capital ; or c'est justement l'usage de ces choses qu'on lui fait payer en faisant du crédit un contrat à titre onéreux. Qu'est,

en effet, l'intérêt « c'est le prix que sont obligés de payer, pour l'usage des capitaux, des instruments de travail, ceux qui ne possèdent pas » (L. Blanc. *Organisat. du trav.* dans *Quest.*, t. IV, p. 201). On met ainsi obstacle à l'exercice de ce droit à la vie qui est pourtant un droit naturel d'où : illégitimité de l'intérêt et nécessité de la gratuité du crédit.

Cette question de gratuité du crédit n'est pas seulement financière, elle est politique. La non gratuité facilite la formation de corporations puissantes, basées sur l'argent, qui établiront leur domination sur les pauvres. Il ne saurait donc y avoir de place pour la liberté. Cette domination crée un danger non seulement pour la liberté mais encore pour la moralité du pays « et que dire lorsque cette association de quelques-uns contre tous, s'est constituée sur la puissance corruptrice de l'argent ? Ce n'est plus alors la liberté du peuple qui court le risque de périr, c'est sa vertu. Une nation que l'argent a longtemps gouvernée est une nation à moitié pervertie » (L. Blanc. *Organisat. du trav.* dans *Quest.*, t. IV, p. 227-228.)

Est-il possible actuellement de rendre le crédit gratuit ? Non, à cause de la division des intérêts qui caractérise l'individualisme. Les particuliers qui prêtent veulent avoir des sûretés réelles autres que les bras des travailleurs. Quant aux banques dont le rôle d'utilité est indéniable, puisqu'elles facilitent par

leurs avances le cours des relations industrielles, il leur est impossible de ne pas exiger une rente, une redevance ; les banques ne sont pas autre chose qu'une réunion d'intérêts privés juxtaposés non dans un but désintéressé, en vue de faire le bien pour le bien, mais pour réaliser des bénéfices ; c'est sur ces bénéfices qu'elles comptent pour augmenter le nombre de leurs débiteurs et encourager leurs actionnaires ; en conséquence, elles mettront leurs capitaux à la disposition des seuls industriels qui leur offriront des garanties de solvabilité, qui pourront faire escompter des effets de commerce ; en un mot elles ne fourniront des instruments de travail qu'à ceux qui en ont déjà. Louis Blanc va jusqu'à voir dans les banques des agents propres à encourager la production à outrance, la concurrence acharnée.

Pour que le crédit soit gratuit il faut le faire sortir du domaine des individus pour le faire entrer dans celui de l'Etat ; aussi Louis Blanc propose de transformer en banque d'Etat la banque appelée à tort de France puisqu'elle n'est qu'une société de particuliers. Mais auparavant il faut organiser le travail sur les bases de l'association.

Cette mesure préalable est nécessaire et inséparable de la question du crédit à cause du besoin pour l'Etat d'avoir une garantie. Du fait qu'on s'adresse à l'Etat pour emprunter la garantie n'est pas moins

obligatoire. C'est donc pour fournir une garantie des ouvriers que les conditions du travail doivent être changées. Avec l'association, elle existera : ce sera « le travail assuré » l'ouvrier étant certain sous ce régime de trouver le libre emploi de ses facultés. L'Etat c'est-à-dire tout le monde y trouvera son avantage car il bénéficiera des opérations d'escompte qui constituent la très grande partie des ressources des banques. La Banque d'Etat ayant une succursale dans chaque département prêtera donc sur le travail ; elle prêtera aussi sur titres et les escomptera : à cet effet l'escompte sur les valeurs commerciales sera déterminé par un conseil d'escompte chargé de s'assurer de la solvabilité des emprunteurs : il sera composé d'hommes élus par les municipalités, les Chambres de commerce et les Chambres syndicales d'ouvriers. Cette banque sera indépendante du pouvoir exécutif, elle ne relèvera que de l'Assemblée nationale : pas de place pour l'arbitraire. Elle émettra des billets dont le cours sera légal et qui seront garantis par des gages. Les bénéfices réalisés permettront la commandite plus efficace des associations ouvrières et l'existence du crédit personnel et gratuit pour tous. La liberté ne pourra qu'y gagner. Cette réforme est loin d'être impossible et à l'appui de ceci Louis Blanc nous cite l'exemple d'une banque créée en 1828 en Pologne dont l'institution réalisait en

partie son projet » Voir Louis Blanc (*Org. du trav. dans Quest.*, t. IV, p. 232).

Nous ne parlerons pas dans cette introduction de l'organisation des associations industrielles puisque nous les retrouverons au cours de ce travail. Disons seulement quelques mots des entrepôts et des bazars institués pour faciliter les échanges.

Les entrepôts seraient établis en vue du commerce en gros ; les producteurs y déposeraient leurs marchandises lesquelles seraient représentées par des récépissés ayant une valeur négociable et pouvant faire office de papier monnaie. Ce papier serait garanti puisqu'il aurait pour gage un produit déterminé et expertisé.

Les bazars seraient, sur les mêmes données, destinés au commerce en détail. Ces entrepôts et ces bazars seraient pour l'Etat une source de bénéfices au même titre que la banque, les assurances, les chemins de fer et les mines.

Au Luxembourg Louis Blanc n'a pas eu l'occasion de nous parler dans ses discours de la question agricole : cela est dû sans doute à ce qu'il s'adressait aux travailleurs de l'industrie manufacturières (1), mais il va sans dire que l'agriculture était comprise dans son système d'association. Il faut créer des ateliers

1. Dans l'exposé général de la commission seulement on trouve quelques indications sur ce sujet.

agricoles comme on crée les ateliers industriels car c'est l'unique moyen de rendre possible la grande culture, salut de la population des campagnes. La petite culture, correspondant au morcellement excessif du sol, est un signe de dépérissement de l'agriculture en France. C'est l'abolition de la petite propriété que demande Louis Blanc car elle est un signe de l'absence des capitaux ; avec elle il est impossible de s'adonner à l'élevage qui exige de grandes étendues de terres et de réaliser des améliorations importantes du sol. Faute de ressources, le petit propriétaire n'a que la routine comme moyen d'exploitation ; il ne lui est pas permis de se procurer les machines ni d'appliquer les procédés scientifiques qui augmentent le rendement et épargnent de la peine. Aussi la petite culture entraîne la misère. S'appuyant sur des chiffres Louis Blanc nous annonce que sur plus de cinq millions de familles attachés en France à l'agriculture on en compte deux millions six cent mille comprenant treize millions de personnes dont le revenu annuel s'élève à peine à cinquante francs. Ces deux millions six cent mille familles possèdent chacune moins de deux hectares et la plupart d'entre elles (un million cent un mille quatre cent vingt quatre d'après le cadastre de 1814) n'a qu'un demi-hectare. En outre les conditions du prêt hypothécaire sont très onéreuses : sur un emprunt de cinq cents francs Louis Blanc a calculé, qu'après avoir défalqué les frais, l'em-

prunteur touchait quatre cents francs tout en payant vingt-cinq francs d'intérêt (Voir L. Blanc, *Organisat. du trav.* dans *Quest.*, tome IV, p. 119 et suiv.).

Pour remédier à ce mal, il faut instituer la grande culture et dans ce but établir l'association. Etant donné qu'on peut estimer la quantité de sol cultivable en France à environ cinquante millions d'hectares, si on divise ce chiffre par cinq millions (nombre familles agricoles) on trouvera 10 hectares par famille ; on pourrait donc grouper dans une même colonie agricole cinquante familles comprenant deux cent cinquante membres qui exerceraient leur activité sur cinq cents hectares. Ces colonies seraient d'ailleurs susceptibles d'extension. Tout propriétaire n'entrerait dans l'association que moyennant cession de tous ses biens ; l'admission et l'exclusion seraient prononcées par voie de vote ; ajoutons que l'exclusion est prévue pour les cas où le sociétaire ne remplirait pas consciencieusement sa tâche. Quant aux dépenses de premier établissement, achats de terrains et d'instruments de travail, faite par l'Etat, elles lui seraient remboursées par les associations. L'administration de ces ateliers agricoles serait identique à celle des ateliers industriels : même nombre d'administrateurs, même mode de nomination. Les familles associées pourraient vivre séparément ou en communauté ; elles seraient logées dans ce dernier cas dans un même bâtiment. Telles sont

les règles essentielles servant de base à l'association agricole.

Louis Blanc estime que l'association étendue à toutes les branches de la production aura pour effet de supprimer les barrières douanières et d'amener par suite un abaissement considérable des prix de la vie. Si, à l'heure actuelle, on perçoit des impôts aux frontières, c'est en vue de protéger l'industriel indigène ; cette mesure est nécessaire car il faut faire face à la concurrence étrangère et l'annihiler ; le meilleur moyen de la supprimer, pour lui, ce n'est pas d'établir des tarifs prohibitifs c'est de supprimer la concurrence intérieure, d'instituer la liberté de l'industrie. « Le meilleur moyen, le seul moyen de détruire la concurrence que les étrangers viennent faire sur nos marchés, c'est de détruire la concurrence que nous nous faisons nous-même les uns les autres. » (L. Blanc. *Organisat. du trav.* dans *Quest.* t. IV, p. 188.)

De ce que Louis Blanc veut transformer le régime économique actuel, il ne s'ensuit pas qu'il veuille supprimer la propriété. Dans la *Revue du Progrès* du 1^{er} juin 1839 il écrivait : « Pour moi je n'hésite pas à le déclarer : *je considère quiconque voudrait détruire en France la propriété comme un contre révolutionnaire.* Car la Révolution faite par nos pères, au milieu de tant d'obstacles et de périls, est tout entière dans l'article du Code civil qui détruit

Le droit de primogéniture et consacre la division des héritages. » (*Revue du Progrès*, 1^{er} juin 1839, p. 539-540.)

D'après cela il paraît admettre le droit de propriété dans toute son intégrité puisqu'il conserve le droit d'hérédité égal pour tous. Mais s'il retient l'hérédité ce n'est que momentanément pendant le temps nécessaire à la société pour se fixer définitivement sur des bases nouvelles. Le droit successoral à l'heure actuelle ne saurait être supprimé sans que la famille, dont il est la condition, ne fut désorganisée ; tout ce qu'on pourrait faire ce serait exclure les collatéraux.

Le père de famille doit amasser et amasse des capitaux pour ses enfants afin de leur éviter les obstacles qui surgiraient devant eux s'ils étaient sans ressources : or à quoi bon réaliser une fortune si on n'est pas libre d'en disposer par voie testamentaire en faveur de ses proches ; une telle interdiction non seulement provoquerait des désordres dans la famille mais encore détruirait la richesse. Mais si on réforme la société, si à la place de l'individualisme on installe l'association qui permettra de substituer au capital privé le capital collectif dont l'individu pourra jouir du seul fait de sa naissance, point n'est besoin de conserver l'hérédité, car si la famille est un fait naturel, « l'hérédité est une *convention sociale* que les progrès de la société peuvent faire disparaître ». (L. Blanc,

Organisat. du trav. dans *Quest.*, t. IV, p. 298.) Cette suppression est souhaitable car l'hérédité consacre un faux principe de la propriété : le vrai, le seul principe de la propriété (et sur ce point Louis Blanc est d'accord avec Thiers), c'est le travail ; d'où il suit que toute propriété qui ne vient pas du travail est illégitime et que tout travail qui ne conduit pas à la propriété est oppressif puisqu'il est sans dédommagement. Sans doute les fortunes actuelles ont leur source dans l'activité de leurs créateurs mais les descendants de ceux-ci peuvent vivre sans rien faire grâce à l'institution de l'hérédité ; ils peuvent même grossir leurs capitaux, sans se donner la moindre peine, grâce à de fructueux placements ; leur argent, peut-on dire, gagne de l'argent pour eux. Le principe de la propriété est donc à rebours, ce n'est plus son travail, mais le travail des autres qui enrichira le capitaliste et lui permettra de rester oisif. C'est par là que la propriété acquiert ces caractères d'illégitimité et d'oppression signalés plus haut.

Donc, Louis Blanc ne veut pas l'abolition du droit de propriété qui est un droit naturel mais ce qu'il veut lui enlever c'est son caractère privé qu'il remplacera par sa socialisation laquelle entraîne forcément la suppression de l'hérédité. C'est le fond de toute doctrine vraiment socialiste.

Telles sont tracées dans leurs grandes lignes les principales idées qu'il nous paraissait nécessaire

d'indiquer avant d'aborder l'étude des théories exposées par Louis Blanc à la tribune du Luxembourg.

CHAPITRE PREMIER

La Commission du Luxembourg

I

Avant d'aborder l'étude des théories de Louis Blanc, nous devons dire quelques mots des conditions dans lesquelles s'est opérée la création de la commission du gouvernement pour les travailleurs. La commission du gouvernement pour les travailleurs dite commission du Luxembourg, du nom de son lieu de réunion fut instituée par le décret du 28 février 1848 rendu par le gouvernement provisoire au lendemain de la proclamation de la République.

Lorsque les événements de février se produisirent, le peuple, imbu des théories prolétariennes soutenues par les représentants les plus autorisés du socialisme, comprit que le moment était venu de demander la réalisation de ses revendications. Ces

revendications, quelles étaient-elles ? Elles pouvaient se résumer dans ces mots : « Organisation du travail. » C'était le titre d'un ouvrage de Louis Blanc dont le succès avait été considérable, et ce titre passé à l'état formule indiquait nettement la tendance organisatrice du mouvement populaire. Les événements politiques semblaient favoriser le peuple : la proclamation de la République mit le comble à sa joie et accrut ses espérances. Louis Blanc nous décrit l'enthousiasme du peuple quand sur la place de la grève il cria à la foule assemblée : « Le gouvernement provisoire veut la République. » « A ces mots un éclair de joie illumina les rudes visages qui m'entouraient et auxquels la lueur des torches donnait quelque chose de terrible ; un grand cri s'éleva, le cri du triomphe. » (Louis Blanc. *Hist. de Rév.* 48. I, p. 85. Paris, 1870.)

Quelle était la raison de cet enthousiasme ? C'est que le peuple voyait dans cette proclamation le synonyme de droit au travail et l'abolition du prolétariat. Le gouvernement actuel né de la victoire du peuple ne devait-il pas s'occuper avant toute autre chose d'améliorer le sort des salariés ? N'avait-il pas entre les mains pour atteindre ce but un instrument extrêmement puissant : le pouvoir réglementaire ?

Quelques lignes à rédiger sur un papier, un décret, et l'avenir des travailleurs était assuré ! Car, et ce fut là leur grande erreur, ceux-ci étaient persuadés

qu'une telle réforme pouvait s'improviser par décret. Ainsi s'explique l'acte du citoyen Marche demandant le 25 février aux membres du gouvernement provisoire réunis à l'Hôtel-de-ville la reconnaissance du droit au travail. Le gouvernement crut devoir céder devant la poussée populaire. Il rendit le fameux décret, capital en la matière, du 15 février 1848, par lequel il s'engageait à garantir l'existence de l'ouvrier par le travail, par lequel il s'engageait (il allait encore plus loin) à garantir du travail à tous les ouvriers.

« Le gouvernement provisoire de la République Française s'engage à garantir l'existence de l'ouvrier par le travail ;

« Il s'engage à garantir du travail à tous les citoyens. » (*Moniteur* du 26 fév. 1848.)

Telles sont les parties essentielles de ce décret proclamant le principe du droit au travail.

Mais ce n'était pas tout que de poser ce principe, il fallait le réaliser, lui donner de la vie par la création d'un nouvel organe dont ce fut là l'attribution spéciale. Le peuple ne l'attendait pas autrement ; la meilleure preuve en est la manifestation qu'il fit le 28 février sur la place de la Grève, portant des bannières où étaient écrits ces mots : Ministère du Travail. Organisation du Travail. Il associait ainsi l'idée à son moyen d'exécution et traçait implicitement aux membres du Gouvernement provisoire leur ligne de

conduite. Le prolétariat trouva au sein du Pouvoir un défenseur ardent dans la personne de Louis Blanc. Celui-ci n'hésita pas à se prononcer pour qu'on fit droit au vœu populaire. « La Révolution venait de révéler le vrai souverain, et ce souverain, le Prolétariat, le retenait esclave : que tardait-on à le reconnaître ? Créer un ministère qui fut celui de l'avenir, remplacer par une organisation fraternelle du travail l'anarchie qui couvrait sous son vaste désordre l'oppression de la multitude et faisait hypocritement porter à son esclavage les couleurs de la liberté, voilà ce qui était à faire. » (Louis Blanc, *Histoire de 48*, I, p. 134.)

Cette idée rencontra une vive opposition au sein du gouvernement : nous en verrons plus loin la raison. Elle fut finalement repoussée. Louis Blanc menaça de se retirer. Les membres de la majorité furent atterrés en songeant aux conséquences que pouvait avoir la démission d'un homme qui incarnait à un tel degré les aspirations du prolétariat : le peuple pouvait croire que l'abandon du pouvoir par leur chef était motivé par le refus du gouvernement de s'occuper de l'amélioration du sort des travailleurs ; c'était l'insurrection, l'effondrement de la République dans le sang. Malgré les prières pressantes de ses collègues, Louis Blanc ne paraissait pas disposé à revenir sur sa détermination. Cruel embarras ! Garnier Pagès sauva la situation. Comme « concilia-

tion » il mit en avant l'idée « d'une commission qui présidée par Louis Blanc serait chargée de préparer pour l'Assemblée nationale le plan complet d'une organisation nouvelle de l'industrie » (Stern. *Hist. de Rév. de 48*, I, Paris, 1862). Pour mieux affirmer son importance Marrast proposa de lui donner comme résidence le Luxembourg. Louis Blanc refusa toujours, mais devant des considérations basées sur les nécessités présentes et aussi sur les instances d'Arago qui s'employa de son mieux à le fléchir, il se décida à accepter ce projet. Il rédigea le décret suivant que le *Moniteur* publia le lendemain avec les signatures de tous les membres du gouvernement provisoire :

« Considérant que la Révolution faite par le peuple doit être faite pour lui ;

« Qu'il est temps de mettre un terme aux longues et iniques souffrances des travailleurs ;

« Que la question du travail est d'une importance suprême ;

« Qu'il n'en est pas de plus haute, de plus digne des préoccupations d'un gouvernement républicain ;

« Qu'il appartient surtout à la France d'étudier ardemment et de résoudre un problème posé aujourd'hui chez toutes les nations industrielles de l'Europe ;

« Qu'il faut aviser, sans le moindre retard, à

garantir au Peuple les fruits légitimes de son travail ;

« Le gouvernement provisoire de la République arrête :

« Une commission permanente, qui s'appellera *Commission du gouvernement par les travailleurs*, va être nommée avec mission expresse et spéciale de s'occuper de leur sort :

« Pour montrer quelle importance le gouvernement provisoire attache à la solution de ce grand problème, il nomme président de la Commission du gouvernement pour les travailleurs, un de ses membres, M. Louis Blanc, et pour vice-président un autre de ses membres, M. Albert ouvrier :

« Des ouvriers seront appelés à faire partie de la Commission.

« Le siège de la Commission sera au Palais du Luxembourg. » (*Moniteur*, 1^{er} mars 1848.)

Ce décret fut salué par des acclamations populaires, car pour la première fois le peuple était appelé à la discussion de ses intérêts. Selon Louis Blanc, il donnait une importance capitale à la question de l'abolition du prolétariat, question que le Gouvernement provisoire semblait considérer comme « la grande affaire du moment ». (Louis Blanc. *Révolution de 48*, I, p. 137.)

II

Nous avons vu que la majorité du gouvernement provisoire avait nettement refusé la création d'un ministère du travail. Quels étaient les motifs de son refus ?

Dans son *Histoire de la Révolution de 1848*, Garnier Pagès nous expose les raisons que la majorité opposa à Louis Blanc, raisons qui peuvent se résumer ainsi : la création d'un ministère du travail n'est pas un moyen de résoudre les questions de l'avenir et des besoins des ouvriers ; une telle institution n'aurait rien à administrer, à diriger, car elle ferait pour ainsi dire double emploi avec le ministère des travaux publics ; elle ne serait qu'un nom, qu'un titre, qu'un bon vouloir, toutes choses inadmissibles pour en justifier la nécessité.

Ce ne sont pas à vrai dire les motifs susceptibles de justifier la conduite de la majorité, il ne s'agissait pas d'une question de mots, de définition, comme voulait le faire entendre Garnier Pagès ; car entre le ministère des travaux publics et le ministère du travail de par leur appellation même la différence est assez grande pour ne pas les taxer de vouloir faire double emploi. Certains membres étaient-ils embarrassés pour dire quels services administratifs ren-

treraient dans le nouveau ministère ? Peut-être, car, ne l'oublions pas, certains d'entre eux connaissaient mal la question de l'organisation du travail. Lamartine par exemple déclarait l'ignorer totalement. C'est donc vers d'autres considérations touchant davantage les personnes que les choses qu'il faut se tourner.

Le gouvernement était effrayé à la vue du flot sans cesse grossissant des revendications qui s'élevaient de toutes parts. Ce n'étaient pas seulement les ouvriers, mais la nation tout entière, banquiers, commerçants, producteurs, consommateurs, qui s'emparaient de la Révolution pour arracher des concessions. Mais plus haut que les autres s'élevaient les plaintes des travailleurs ; ceux-ci, réduits à ne gagner que péniblement un salaire insuffisant même pour vivre, ne voyaient qu'une chose, surtout après les années de misère qu'ils venaient de traverser : leur impuissance à subvenir aux besoins de leur famille avec le prix de leur travail. La Révolution avait été faite par eux ; le pouvoir qui en était sorti devait avant toutes choses s'occuper d'améliorer leur sort. Le gouvernement sentait bien l'importance du problème à résoudre, et la politique semblait, depuis le décret du 25 février, suspendue toute entière à cette redoutable question : l'organisation du travail. Cependant il ne tenait à mécontenter personne, et voulait satisfaire patrons et ouvriers. Que faire en présence d'une semblable situation ?

Garnier Pagès nous l'indique « le premier devoir du gouvernement était du moins de chercher la voie, d'adoucir les transitions, et de concilier les intérêts opposés. Repousser l'exagération, le faux, l'injuste, appliquer l'utile sur les bases de la vérité et de la justice, apaiser les esprits, calmer les souffrances, limiter les prétentions, telle fut sa volonté. Le salut de la France était là. » (Garnier Pagès. *Histoire de la Révolution de 1848*, t. III, Paris. Pagnerre, 1866, 2^e édition, p. 158.)

On voit dans ces lignes, comme nous le disons plus haut, le souci du gouvernement de rester fidèle à cette idée de concilier les intérêts de toutes les classes de la société.

En votant la création du premier ministère du travail, la majorité croyait déroger à cette règle. Elle craignait d'exalter les prétentions ouvrières et de paraître vouloir donner une importance exclusive à la question du prolétariat ; c'était le triomphe des idées socialistes consacré par une institution d'Etat, un lustre nouveau donné à la popularité de Louis Blanc. Cela la majorité ne le voulait à aucun prix ; aussi son refus fut formel.

Le projet de Garnier Pagès, au contraire, ralliait tous les suffrages. Il évitait une scission au sein du gouvernement et prévenait l'insurrection populaire qui en serait résultée. Une commission du travail, sans provoquer la défiance des autres classes de la

société, assurait la confiance du peuple dans le dévouement du gouvernement à sa cause. C'était le moyen de conciliation cherché. Quant à son objet, il devait être d'une certaine utilité selon Garnier Pagès, utilité consistant dans « une enquête sérieuse, sollicitée depuis longtemps par les économistes sur l'état de l'industrie, sur les modes divers de production, sur les rapports des patrons et des ouvriers, sur les salaires comparés avec les besoins des travailleurs. » (Garnier Pagès, *op. cit.*, p. 166.)

La majorité selon son désir se déchargeait sur cette commission de toutes les questions concernant le problème du travail, du règlement des conflits entre employeurs et employés et se réservait uniquement la politique.

Mais ce n'était pas là la partie la plus importante du but que poursuivait le gouvernement. A part la question de scission, ce qu'il voulait principalement c'était détourner l'activité des socialistes dont les idées faisaient des progrès qui l'effrayaient ; il espérait que les discussions du Luxembourg montreraient les utopies cachées sous leurs doctrines, que l'inapplicabilité de leurs théories rabaisserait aux yeux du peuple le prestige de Louis Blanc, et qu'ainsi la force de celui-ci cesserait à jamais d'être un danger. Sur ce point nous avons les témoignages concordants de Dupont de l'Eure dans sa déposition à la commission

d'enquête sur l'insurrection de juin, de Lamartine, de Marie et de Garnier Pagès.

Il nous reste à examiner comment Louis Blanc si fermement résolu au début à exiger la création du ministère du travail fut amené à accepter la présidence de la Commission du Luxembourg.

Louis Blanc avait toujours considéré le ministère du travail comme le complément de son système social. Que lui manquait-il pour donner une vie à ses idées ? Des moyens d'application et des ressources. Les éléments ne pouvaient lui être fournis que par un organe jouissant d'un pouvoir effectif, c'est-à-dire par « un ministère ayant sous sa main des bureaux, des agents, un budget, des ressorts administratifs » (Louis Blanc. *Hist. de Révol. de 1848*, I, p. 134). Au lieu de ceci, que lui offrait-on ? L'ouverture d'une commission d'études, sans pouvoir effectif, sans ressources, sans budget, une école dans laquelle seraient exposées et débattues publiquement des théories, dans laquelle il serait appelé à faire, suivant son expression, un cours sur la faim, devant un peuple affamé » ; comme résultat de ces discussions futures, de timides vœux émis, de simples projets de lois préparés pour être soumis à l'assemblée nationale. Les espérances étaient loin d'être réalisées.

Cependant il crut devoir se rendre à l'avis de la majorité. Ce ne fut pas sans hésitation, ainsi que nous l'avons vu dans la première partie de ce chapi-

tre. Il se trouvait en effet en présence d'une cruelle alternative. En acceptant la création du Luxembourg, il s'attirait la défiance de la multitude des travailleurs qui, s'attendant à des réformes immédiates et se voyant déçue dans ses espérances, allait l'accuser de l'avoir trompée. En la refusant il suscitait une scission au sein du gouvernement, faisait naître l'émeute populaire, provoquait l'effondrement de la République. Entre ces deux responsabilités, il choisit celle qui « ne lui apparaissait pas dans le sang ».

D'autres considérations vinrent renforcer sa décision. Homme d'une conviction inébranlable, il avait foi dans son système qui devait libérer l'homme du prolétariat, c'est-à-dire de l'esclavage, et il espérait par le moyen de cette commission assurer le triomphe de ses doctrines, « une occasion souveraine, écrit-il, se présente pour le socialisme d'avoir à sa disposition une tribune d'où il parlerait à l'Europe ». (Louis Blanc, *Hist. de 1848*, I, p. 175.) Peut-être aussi y avait-il dans son acceptation une certaine part donnée à la satisfaction d'une ambition personnelle. Malgré ses craintes de défiance de la part des ouvriers, énoncées plus haut, il sentait que le Luxembourg allait augmenter sa popularité, qu'il devenait le chef du prolétariat puisque le gouvernement provisoire venait de remettre entre ses mains le sort des travailleurs, qu'il lui était enfin donné de pouvoir mettre au service de cette noble cause son grand talent

d'orateur, et la perspective des ovations ne devait pas lui être indifférente.

En somme, il semble ressortir de ce qui précède que la création de la commission du Luxembourg fut en premier lieu un expédient politique destiné à faire face aux nécessités présentes, et en second lieu une sorte de complot organisé par la majorité dans le but de montrer l'inanité des revendications ouvrières et de ruiner la popularité de Louis Blanc dont les théories allaient être réduites à néant par l'exposition nette des voies et des faits praticables. C'est ce qu'il advint. La Commission du Luxembourg n'a pas donné les résultats que le peuple en espérait, et dès les débuts, quoique animée d'un amour sincère du bien, elle s'est heurtée à des difficultés telles que ses résultats pratiques ont été insignifiants, pour ne pas dire inexistantes.

CHAPITRE II

Constitution de la Commission du Luxembourg

La Commission du gouvernement pour les Travailleurs se réunit pour la première fois au Palais du Luxembourg le 1^{er} mars 1848, avec un programme que Louis Blanc indiqua dans cette première séance de la commission « étudier toutes les questions relatives au travail et en préparer la solution dans un projet qui sera soumis à l'Assemblée nationale, et provisoirement d'entendre les demandes les plus urgentes des travailleurs et de faire droit à celles qui seront reconnues justes » (*Moniteur* du 3 mars. Procès-verbal de la séance du 1^{er} mars). Du 1^{er} au 20 mars les séances purent principalement occupées par l'organisation de la Commission et par le règlement de certaines demandes particulièrement pressantes,

sur lesquelles nous reviendrons lorsque nous exposerons les résultats pratiques officiels de la Commission. Disons seulement que dès les débuts, Louis Blanc fut conduit à prendre le rôle, nouveau pour lui, de modérateur. « Les hommes qui sont parmi vous ne sont responsables que de leur propre famille. Nous, nous avons accepté la redoutable responsabilité de régler le bonheur de toutes les familles de France. Voici une grande et difficile tâche et il faut savoir gré aux hommes de courage qui n'ont pas craint de l'assumer sur leur tête. » (*Moniteur* du 3 mars, séance du 1^{er} mars.)

Dans les séances postérieures, il fit à plusieurs reprises appel au calme des ouvriers.

A cette première séance assistaient 200 ouvriers députés par les diverses corporations de Paris on ne sait comment. Louis Blanc estima qu'il y avait lieu d'organiser la représentation de la classe ouvrière au Luxembourg et proposa que chaque corporation désignât trois délégués, dont l'un prendrait part aux travaux journaliers de la Commission et dont les deux autres assisteraient aux assemblées générales où ils discuteraient les rapports préparés par elle ; il voulait créer en quelque sorte au Luxembourg un « Parlement du Travail ». Cette proposition fut accueillie avec enthousiasme : ainsi furent élus le 6 mars, 242 délégués ouvriers qui se réunirent le 10 mars en assemblée générale. Mentionnons pour

mémoire l'inégalité de représentation des différents corps de métiers due à ce mode d'élection : les ouvriers boulangers eurent trois délégués comme les ouvriers du port de la Villette. Les 242 délégués ouvriers, trop nombreux pour agir, tirèrent au sort 10 d'entre eux qui formèrent un comité permanent ouvrier.

Mais Louis Blanc comprit que son Parlement du Travail composé seulement d'ouvriers était incomplet, et qu'aucun effort sérieux ne pourrait être tenté sans le concours des patrons. Il songea dès lors à former une représentation patronale à l'image de la représentation ouvrière, « considérant, disait-il, que le rapprochement des conditions et un loyal examen des droits, des devoirs de chacun amèneront naturellement par le fraternel accord des volontés, les solutions les plus désirables, parce que tous les intérêts sont solidaires ». (Levasseur. *Hist. des Class. ouvr.*, II, p. 362.) Le 11 mars, il invita les patrons à nommer leurs délégués à raison de 3 par industries, et le 17 mars, 231 patrons représentant 77 corps de métiers, se trouvèrent réunis au palais du Luxembourg en assemblée générale. Les 231 délégués tirèrent au sort dix d'entre eux qui formèrent le comité permanent patronal « appeler, ajoutait Louis Blanc, à l'examen des questions relatives à l'organisation du travail les délégués des ouvriers d'une part, les délégués des patrons de l'autre, c'est ardem-

ment ménager à la situation actuelle l'issue la plus favorable ». (Levasseur, *op. cit.*, 363.)

Entre temps Louis Blanc s'était assuré le concours d'hommes compétents pris parmi les économistes les plus en vue, de manière à permettre à toutes les idées l'accès des conférences du Luxembourg ; les différentes écoles socialistes étaient représentées : le Saint-Simonisme par Charles Duveyrier et Cazeaux ; le Fourierisme par Considérant ; les encyclopédistes du *xix^e* siècle par Jean Reynaud ; le socialisme modéré par Pecqueur, l'Economie politique par Wolowski. C'était, semble-t-il, une preuve d'impartialité.

Le 20 mars la Commission régulièrement constituée en comité permanent délibère pour la première fois. Le président fait un grand discours où il développe un plan d'organisation du travail, soumis à la délibération des membres présents, pour être ensuite déposé sur le bureau de l'Assemblée nationale qui allait être élue dans quelques jours. Le 3 avril il entreprend un nouvel exposé critique de la concurrence et l'éloge de l'association. Ce sont les deux discours les plus importants, ceux dans lesquels il a exposé des idées qui n'étaient, du reste, pas nouvelles ; le plan du 20 mars est identique à celui qu'il avait proposé pour la première fois dix ans auparavant dans son organisation du travail, et dans ce même ouvrage on retrouve également les

raisons pour lesquelles il repousse la concurrence et prône l'association émises le 3 avril.

Telle est tracée dans ses grandes lignes l'historique de la création et de la constitution de la Commission du gouvernement pour les travailleurs. Louis Blanc était-il vraiment qualifié pour la présider ? Rappelons succinctement le programme de la Commission : procéder à une enquête sur les questions du travail et chercher en tenant compte des intérêts divers, les moyens efficaces d'améliorer le sort des travailleurs. Il semble que la présence de Louis Blanc à la tête de la Commission rendait impossible une étude impartiale ; il était trop l'apôtre du prolétariat pour émettre un avis désintéressé. Nous penserons de même au sujet des solutions pratiques ; ses études et ses travaux antérieurs avaient fait de lui un théoricien ; il apportait des doctrines de toutes pièces et nulle part dans ses écrits nous ne voyons la trace de voies et de moyens praticables. Nous en avons d'ailleurs la preuve dans les assemblées du Luxembourg. Ses discours sont de véritables sermons sociaux qui brillent surtout par les attaques dirigées contre la société.

Il recommence périodiquement la même exposition d'une théorie au bout de laquelle ne se présente jamais une conclusion tant soit peu pratique. La clarté et la précision font quelquefois défaut. Aussi serons-nous souvent obligé pour l'exposition de ses

théories d'avoir recours à ses ouvrages soit antérieurs soit postérieurs à la Commission du Luxembourg.

CHAPITRE III

La doctrine de Louis Blanc au Luxembourg. — Caractères généraux

Dans cette étude de la doctrine de Louis Blanc, nous allons prendre comme plan celui qui paraît se dégager de l'examen des discours du président de la Commission du Luxembourg. Louis Blanc part de la critique de la situation sociale actuelle qui est le règne de la concurrence, pour rechercher les éléments d'une liberté solide et vraie, et pour établir les bases d'une société nouvelle fondée sur le principe de l'association, système dans lequel l'indépendance et la fraternité assureront le bonheur humain.

Avant d'entrer dans les détails de la critique de la concurrence, il est nécessaire de faire quelques remarques préliminaires destinées à présenter la théorie de Louis Blanc.

L'amélioration du sort des travailleurs n'absorbe pas exclusivement, comme on pourrait le croire,

l'attention de Louis Blanc. Ses théories ont un champ plus vaste : elles embrassent les différentes classes sociales de l'humanité.

Louis Blanc envisage la société et examine les lois qui la régissent ; tout, pour lui, se ramène à l'individualisme, à la concurrence, c'est-à-dire à l'antagonisme, à la lutte.

Ce système est condamnable, car sous l'apparence de libéralisme que lui vaut sa formule « laisser faire, laisser passer », il cache la tyrannie et par conséquent l'injustice. « Savez-vous pourquoi j'ai déclaré, dans mon cœur, une guerre à mort au principe de l'antagonisme ? Ce n'est pas seulement parce qu'il fait le malheur de l'ouvrier, c'est aussi parce que bien souvent il fait le malheur du patron ; c'est parce qu'il déplace la tyrannie quand il ne la rend point permanente. Or, de quelque part qu'elle vienne, la tyrannie m'est odieuse. » Disc. du 17 mars, *Moniteur* du 17 mars).

En effet la lutte existe partout dans l'ordre moral, dans l'ordre social, dans l'ordre politique (Voir *Organisation du travail* dans *Questions*, tome IV, p. 300). Dans l'ordre social, le seul qui nous intéresse ici, la lutte est entre les ouvriers qui se disputent une masse insuffisante de travail, entre patrons et ouvriers au sujet des conditions du travail, entre patrons eux-mêmes pour la conquête de la clientèle. De cette lutte sortent nécessairement des vainqueurs

et des vaincus, d'où grande déperdition de forces, et le désordre est accru par l'instabilité ; les vainqueurs d'aujourd'hui seront les vaincus de demain : C'est un perpétuel recommencement, une anarchie sans fin. Avec un tel régime il ne faut donc plus songer à parler de liberté. « Je dis que la liberté est impossible dans la lutte, dans l'antagonisme, parce que ce système met en présence le faible et le fort, et que dans un semblable conflit, c'est toujours le faible qui est écrasé. » (Disc. du 17 mars, *Moniteur* du 19 mars). Au point de vue économique, la situation telle que nous la présente Louis Blanc peut se résumer ainsi : désordre dans les rangs des entrepreneurs, chômage dans les rangs du peuple ; la conséquence est la ruine de la société.

Cette conséquence est inévitable, car l'individualisme ignore le grand principe directeur des sociétés, la solidarité des intérêts. Faire triompher le principe de la solidarité des intérêts par le moyen de l'association, tel est le remède que Louis Blanc propose. « Ce qui est à chercher, après demain, demain, dans une heure, c'est le moyen de réaliser l'association, de faire triompher le grand principe de la solidarité des intérêts. Cette solidarité, il faut la faire passer dans le bien, car elle existe dans le mal. La société est semblable au corps humain, où une jambe malade interdit tout exercice à la jambe saine. Un lien invisible, mais réel et fatal, unit l'oppresseur à la misère de

l'opprimé. Oui, le moment vient tôt ou tard où cette solidarité éclate en expiations terribles. (Disc. du 10 mars, *Moniteur* du 11 mars). Le 7 mai il disait à l'Assemblée nationale : « Notre principe est celui de la solidarité » (*D. au trav. au Luxembourg et à l'assemblée*, p. 233). C'est cette apologie du principe de la solidarité qui permet à Louis Blanc de se déclarer l'homme d'aucun parti, et qui nous a permis d'avancer au début de ce chapitre que ses théories s'adressaient à la société tout entière. Dans ce même discours du 10 mars, il nous dit en effet : « Plaider la cause des pauvres, c'est, on ne le répétera jamais trop, plaider la cause des riches, c'est défendre l'intérêt universel ! Aussi ne sommes-nous ici les hommes d'aucune faction. »

Quelle est la marche à suivre pour arriver à faire triompher ce principe de la solidarité qui assurera le bonheur de tous ? Améliorer le sort des travailleurs, abolir le prolétariat, c'est-à-dire l'esclavage par l'institution d'associations ouvrières qui assurera du travail aux ouvriers et rapprochera les employeurs des employés. Les conditions actuelles du travail changées, le capital augmentera, et toutes les classes s'enrichiront, car il n'est personne, quelle que soit sa position, qu'il n'ait intérêt au progrès de la situation des travailleurs. « L'association, disait Louis Blanc dans son discours du 7 mai à l'Assemblée Nationale, est une grande et noble chose, parce

qu'elle enlèvera le peuple à sa misère et maintiendra le riche dans sa richesse ; l'association est une noble et belle chose, non pas parce qu'elle déplacera la richesse, mais parce qu'elle l'universalisera en la fécondant, parce qu'elle l'élèvera au niveau de tous, de tous sans exception. Ce niveau élevé indéfiniment, ce n'est pas le niveau du peuple seulement, c'est le niveau de l'humanité. » (*Droit au travail au Luxembourg et à l'Assemblée*, p. 233-234).

Si Louis Blanc donne tant d'importance à la question ouvrière, c'est qu'il considère le travail comme le fondement de l'ordre social ; ce qui est nécessaire avant tout, c'est le travail.

Louis Blanc ne se dissimule pas les difficultés qui surgiront dans l'accomplissement de son œuvre de réorganisation sociale ; sa doctrine forme un tout complet ; il sait où il va, il est persuadé que ses théories ne sont pas réalisables entièrement, car il doit compter avec « une société qui ne se laisse pas aisément conduire au delà de ce qu'elle connaît et de ce qu'elle pense » (Louis Blanc, *Théorie du Progrès dans Questions*, IV, p. 241). « Les questions à résoudre, disait-il, dans son discours du 10 mars, ne sont malheureusement pas faciles. En touchant à un seul abus on les menace tous. D'une extrémité de la société à l'autre, le mal forme comme une chaîne dont il n'est pas possible d'ébranler un anneau sans que toute la chaîne s'agite. » Son mérite est de s'être

rendu compte qu'il fallait procéder par étapes et que ses idées devaient s'imposer non par la violence mais par la persuasion. Nous verrons que le plan proposé au Luxembourg n'est pas l'expression complète de sa doctrine : il n'est qu'un acheminement, qu'un jalon posé en vue de la réalisation de son idéal. « A chacun selon ses forces, à chacun suivant ses besoins. »

CHAPITRE IV

L'équilibre entre la consommation et la production

Nous allons rentrer dans le vif de la critique de la concurrence. Nous prendrons les principaux arguments exposés par Louis Blanc au Luxembourg, ceux-ci résumant tous les griefs de l'éminent membre du Gouvernement provisoire contre l'individualisme.

Dans son discours du 17 mars, Louis Blanc reproche à la concurrence illimitée, qui règle les rapports économiques d'aujourd'hui, de créer le désordre dans l'industrie, car elle rompt l'équilibre entre la consommation et la production, seule source de richesse. « Songez que dans ce système de concurrence illimitée, vous allez droit à troubler toutes les conditions économiques du progrès et de la richesse ; car personne de vous n'ignore que la richesse résulte de l'équilibre qui s'établit entre la production et la consommation. Eh bien, quel est le résultat direct de

la concurrence ? C'est d'activer outre mesure la production et de resserrer outre mesure la consommation. » (*Moniteur* du 19 mars). Cet équilibre ne saurait être établi que grâce à un régulateur souverain, qui manque à la concurrence : ce régulateur c'est la connaissance des besoins de la consommation.

Sous le règne de l'individualisme, les producteurs produisent au hasard sans se préoccuper des besoins du marché ; toute indication précise leur manque, car ils luttent pour la conquête d'une clientèle qu'ils s'efforcent de s'arracher les uns les autres, clientèle par là même instable. Produira-t-on trop ? Ne produira-t-on pas assez ? Tel est le problème bien fait pour exciter l'activité des individus, qui se pose journellement. Cette activité déréglée conduit bon nombre d'entre eux à abandonner leurs usines, écrasés qu'ils sont dans cette lutte par les plus forts. Les vainqueurs voient la production se concentrer de plus en plus entre leurs mains et sont amenés par le fait de la disparition de rivaux, à produire encore bien davantage. Un autre motif les pousse à toujours grossir le rendement de leurs industries : c'est l'abaissement du coût de production résultant de la fabrication sur une vaste échelle, les frais généraux suivant une progression décroissante à mesure que cette production augmente. Le résultat est que le marché national, rapidement engorgé, ne suffit plus à l'écoulement des produits. Les industriels cherchent des

débouchés à l'étranger : ils sont alors obligés de compter sur des consommateurs davantage hypothétiques dont ils n'ont aucun moyen d'en supporter le nombre et les besoins variables. S'il est impossible de connaître le marché national, comment pourrait-on connaître le marché mondial ? L'appréciation est bien plus incertain. Louis Blanc nous cite dans son discours du 17 avril, l'exemple d'un pays, l'Angleterre, qui, quoique vivant sous le régime de l'individualisme, est arrivé à être « un peuple producteur par excellence » (17 mars) à faire du monde entier son client. Mais pour arriver à ce résultat, elle a dû neutraliser les conséquences désastreuses de la concurrence en usant même de la violence : moyen qui suffit à condamner le système dans sa totalité. « Elle n'est parvenue à conjurer les effets suprêmes de la concurrence, nous dit-il dans son ouvrage, *Le Socialisme-Droit au travail*, qu'à force d'audace, de persévérance et de génie, c'est-à-dire en dominant les mers et en s'emparant des comptoirs les plus éloignés ». En France il ; n'en est pas de même, le cercle dans lequel se meut l'activité industrielle est trop étroit. « Aussi que voyons-nous ? A côté de telle industrie qui regorge de bras, telle autre en appelle vainement. A côté de tel marché qui reste désert, tel autre se montre déplorablement engorgé. C'est l'impuissance dans la confusion, c'est la pauvreté par le chaos » (3 avril.)

Cette production effrénée faite au hasard, va porter atteinte à la société. Le cercle de la production, en s'élargissant de plus en plus, va resserrer celui de la consommation en réduisant les ressources des acheteurs. Cet effet est inévitable : il tient à ce qu'actuellement les intérêts des travailleurs et ceux des capitalistes sont en opposition. Les charges de la production sont d'un côté, les bénéfices de l'autre. Les travailleurs constituent la majeure partie des consommateurs, puisqu'ils forment la classe la plus nombreuse de la population, et que leur nombre s'accroît sans cesse. Puisque selon Louis Blanc « les consommateurs ne sont pas ceux qui *éprouvent* un désir, ce sont ceux qui ont de quoi en *payer* la réalisation » (Louis Blanc, *Revue du Progrès*, 1^{er} août 1839, p. 304), il faut se demander avec quel revenu les travailleurs achèteront les produits de plus en plus variés d'une industrie dont le développement est favorisé par les excitations d'une concurrence sans frein. La réponse est simple : avec leur salaire. Reste à savoir si ce salaire est suffisant pour remplir ce but. Non, car dans la lutte pour l'accaparement de la clientèle, les industriels ont intérêt à produire à bas prix, afin de vendre bon marché. Ce bon marché, prôné par les individualistes comme un bienfait de la concurrence, bienfait que Louis Blanc ne nie pas, et que considéré en lui-même il est loin de maudire, est funeste par suite du régime écono-

mique actuel : il résulte d'économies faites sur la main d'œuvre, sur les salaires qui diminuent de jour en jour, et qui permettent à peine aux ouvriers de se procurer les choses nécessaires à leur subsistance (1).

Ainsi le bon marché va à l'encontre de son bien-fait qui est de faire tomber dans la communauté par la modicité de leur prix les objets que seuls jusqu'ici les riches pouvaient s'offrir. A l'appui de ceci, nous citerons un passage de *L'histoire de la Révolution de 1848*. « La vérité est que, dans le régime social actuel, le *bon marché* a pour contre-parti la réduction des salaires, qui, presque toujours, en est un des éléments si bien que le peuple perd comme producteur, par l'action de la concurrence, plus qu'il ne gagne comme consommateur. »

Quant à la bourgeoisie, elle profite provisoirement du bon marché, tant que celui-ci se maintient, c'est-à-dire tant qu'il y a lutte entre les fabricants. Mais dès que le plus fort, c'est-à-dire celui qui, par l'importance de ses capitaux, a pu mettre hors de combat tous ses rivaux épuisés dans la lutte, les prix remontent, puisque lui seul en règle le cours : on en arrive à un monopole de fait et ainsi le bon

1. Dans la dernière édition de son *Organisation du travail*, Louis Blanc dans les *Questions* (p. 28 et suiv.) nous montre que depuis dix ans la baisse des salaires a suivi un mouvement continu lequel par une douloureuse fatalité, s'est trouvé correspondre à une hausse progressive du prix des denrées.

marché conduit à l'exagération des prix et à sa conséquence : le resserrement de la consommation. Louis Blanc définit ainsi le bon marché, « c'est l'exécuteur des hautes œuvres ; c'est la pompe aspirante de la moyenne industrie, du moyen commerce, de la moyenne propriété ; c'est en un mot l'anéantissement de la bourgeoisie par quelques olligarques industriels » (Louis Blanc. *Organisat. du Travail* dans *Quest.*, t. IV, p. 72).

On est donc en présence d'un phénomène monstrueux : accroissement démesuré des forces de la production, décroissance parallélique des moyens de consommation. Ce résultat est absolument contraire à toutes les notions de la science économique, et va à l'encontre de la richesse de la nation. Tous ces produits non consommés constituent une perte sèche. « L'essentiel, disait Vidal le 20 mars au Luxembourg, se faisant l'interprète de la pensée de Louis Blanc, n'est pas de produire à l'excès, mais de produire en vue des besoins de la consommation. Tout ce qu'on produirait au delà serait déperdition de forces et de capitaux, et non pas accroissement de richesse ». Aussi nous assistons à des banqueroutes et à des faillites.

Quel remède à ce mal ? Arrêter la production ? C'est un moyen auquel il ne faut pas songer. L'industriel ne veut pas, ne peut pas laisser improductifs des capitaux qui lui demandent, pour se main-

tenir, de produire tous les jours davantage ; s'il diminuait le rendement de son usine, une partie du capital fixe serait anéantie, une partie des capitaux circulants serait détruite. Or, souvent ces capitaux ne sont pas dans leur totalité sa propriété ; il doit servir des dividendes à des commanditaires, il doit produire quelquefois même à perte. L'industrie devient ainsi une « loterie meurtrière » (3 avril). Dans son *Organisation du Travail*, Louis Blanc nous dit : « Il n'est pas jusqu'à ceux qui produisent à perte qui ne continuent à produire, parce qu'ils ne veulent pas laisser périr la valeur de leurs machines, de leurs outils, de leurs matières premières, de leurs constructions, de ce qui leur reste encore, de clientèle et parce que l'industrie sous l'empire de la concurrence n'étant plus qu'un jeu de hasard, le joueur ne veut pas renoncer au bénéfice possible de quelque heureux coup de dé. (Louis Blanc, *Organisat. du Travail* dans *Quest.*, 4, p. 73).

La société voit arriver de la sorte le règne de l'anarchie, c'est-à-dire la ruine, et Louis Blanc en revient toujours à son idée que rien, si ce n'est l'association, n'arrivera à éluder « cette invincible loi de la solidarité humaine ».

CHAPITRE V

Les progrès de l'art industriel dans la concurrence

Le régime de l'individualisme est tel que tout progrès qui constitue un bien en lui-même ne peut s'y produire que contrairement à sa nature ; au lieu d'être favorable, il est funeste : « La concurrence, nous dit Louis Blanc dans son discours du 3 avril (*Moniteur* du 7) est une cause d'appauvrissement général, parce que, loin de tendre à universaliser l'application des découvertes du génie, elle les renferme dans le cercle étroit du monopole, et souvent les transforme en agent de destruction. »

Avec la concurrence, l'invention d'une machine nouvelle qui est un progrès en elle-même, n'est pas un progrès au point de vue social. Pour qu'il y ait progrès, socialement parlant, il faut que l'invention serve à tous, qu'elle tombe dans le domaine public, pour que chacun puisse l'utiliser. « Le progrès

n'existe, pour moi, qu'à la condition de profiter à tous, sans exception. » (Disc. du 17 mars, *Moniteur* 19 mars). Le régime économique actuel ne satisfait pas à ce principe. Les découvertes ne profitent qu'à deux catégories d'individus : à leurs auteurs et aux industriels fortunés.

A leurs auteurs grâce à leur brevet d'invention qui leur assure la propriété de leur découverte pendant un long laps de temps.

Aux industriels fortunés, car eux seuls pourront faire acquisition de nouvelles machines.

Malheur au producteur pauvre réduit vu l'insuffisance de ses capitaux aux procédés de fabrications anciens, moins rapides et plus coûteux ; il ne pourra pas supporter la baisse des prix momentanément imposée par ses concurrents plus heureux, baisse établie en vue de provoquer sa défaite ; la lutte deviendra encore plus difficile, sinon impossible, et sa ruine sera précipitée. Ces progrès industriels faciliteront et aggraveront les maux signalés au chapitre précédent : la concentration de la production entre un petit nombre de producteurs et sa multiplication ; ils permettront à ces producteurs de régler davantage à leur guise le marché, de réaliser les bénéfices que leur cupidité leur fixera, et feront apparaître plus rapidement le monopole.

A l'égard des travailleurs, le tableau est plus noir. Ce sont eux qui vont avoir le plus à souffrir des

effets de cette situation. Les machines nouvelles remplaçant la main d'œuvre, chasseront des ateliers un grand nombre d'ouvriers ; la masse des sans travail grossira ; ils iront se présenter à la porte d'autres ateliers, en quête d'ouvrage, et en offrant leurs services au rabais ; cette affluence amènera une diminution de salaires, conséquence forcée de la loi actuellement en vigueur de l'offre et de la demande, l'offre étant supérieure à la demande. C'est là un deuxième élément de la baisse de la rémunération du travail. Nous avons vu le premier au chapitre précédent, celui qui provient du fait des industriels désireux de produire à bas prix pour réaliser le bon marché. Ce deuxième élément concourra également à augmenter le resserrement de la consommation.

Les découvertes deviennent ainsi une arme contre le prolétariat, arme tellement funeste que, selon Louis Blanc, si l'on parvenait à inventer assez de machines pour rendre tout travail humain superflu, « les trois quarts de la population mourraient de faim ». (3 avril.)

Ce sont donc les faibles qui supporteront le poids des injustices occasionnées par les innovations qui font la fortune de quelques exceptions. Cette anomalie ne peut être imputée ni au génie, ni aux machines, mais uniquement au règne actuel sous lequel nous vivons, et où, « par suite de la division des intérêts, tout se transforme en arme de combat ».

(10 mars 1848, *Moniteur*, 11 mars.) C'est un écueil inévitable dû au régime actuel. Pour que les inventions soient un bienfait, il faut qu'elles apportent une amélioration dans la vie matérielle et morale de l'ouvrier ; au lieu de les anéantir il faut qu'elles permettent à tous les hommes « le repos du corps, en remplaçant à leur profit le labeur manuel par la culture de l'intelligence, par le développement des hautes études, par la pratique de plus en plus perfectionnée de ce qui tient à l'imagination, aux arts, à la poésie ». (3 avril.) Diminution de peine, accroissement de jouissance, tel est le but vers lequel il faut tendre. Ce but pourra être atteint en substituant à la division des intérêts, leur union, leur solidarité qui interdira l'appropriation privée des moyens de production, et les empêchera de devenir des instruments de destruction. Donc suppressions les brevets d'inventeur. Quel avantage retirera l'inventeur de son labeur ? La satisfaction d'avoir apporté un tribut au bonheur de l'humanité et la reconnaissance de ses semblables qui ne verront plus dans le génie un sujet d'inquiétude et de protestation. « Le génie, dit Louis Blanc, a été donné par Dieu aux hommes d'élite pour le service de l'humanité tout entière, sans excepter un seul individu, et quand le génie en est réduit à fournir au monopole et à l'égoïsme des armes du combat, c'est que sa mission est dénaturée par un état de civilisation vicieux. » (29 avril.)

CHAPITRE VI

La Misère

Cette rupture d'équilibre entre la production et la consommation, ces découvertes de la science conduisant au monopole, provoquant l'écrasement des faibles, a comme résultat d'entraîner la misère : « La concurrence, dit Louis Blanc, c'est l'enfantement perpétuel et progressif de la misère. » (Discours du 3 avril.) Nous ne parlerons que de la misère prolétarienne : cette misère, outre qu'elle est perpétuelle et progressive, est imposée à l'ouvrier.

Examinons la situation de l'ouvrier. L'ouvrier, dès qu'il est en âge de travailler, trouve autour de lui tout occupé : le sol, les capitaux, les instruments de travail sont concentrés entre les mains d'une aristocratie industrielle. Pour pouvoir vivre, pour employer ses bras, il est obligé de demander au détenteur de ces instruments la permission de les employer, en échange de quoi on lui donne un salaire

qui le laisse non seulement désintéressé dans la question des bénéfices, mais qui lui permet à peine de vivre. Nous avons vu aux chapitres précédents les causes de la baisse systématique des salaires. Ce salaire lui est imposé, il ne peut pas en discuter les bases. Louis Blanc, dans la *Revue du Progrès*, nous le montre et nous dit que la liberté de transaction entre le maître et l'ouvrier sous l'empire de la concurrence est une erreur, un mensonge. « Quand il cherche un travailleur, le maître demande à *gagner*. Quand il cherche du travail, l'ouvrier demande à *vivre*. Accepte ce que je veux bien t'offrir, ou meurs de faim — voici comment se formule presque toujours la liberté du travail ! » (*Revue du Progrès*, 1^{er} avril 1839, p. 305.) Ce manque de liberté est dû à ce que le nombre de travailleurs va sans cesse grossissant, et que l'offre étant supérieure à la demande, c'est tout profit pour les employeurs qui peuvent fixer à leur gré le montant des salaires. Tant qu'on vivra sous le règne de l'individualisme, rien ne pourra enrayer cette affluence. « Sous l'empire de la concurrence illimitée, un pauvre ouvrier peut-il empêcher qu'une affluence, toujours plus nombreuse, de rivaux affamés comme lui ne vienne rendre l'offre de ses bras inutile et mettre ses sueurs au rabais ? Il faudrait 100 ouvriers dans cette sphère de travail : il en vient 200, il en vient 600, il en vient 1.000 ! Que faire ? Sacrifier la moitié de son pain, si on

veut conserver l'autre moitié. » (*Revue du Progrès, op. cit.*)

Une objection peut être présentée : si certaines industries regorgent de bras, d'autres en manquent : les ouvriers n'ont qu'à se présenter dans ces usines désertées, où ils sont sûrs de gagner davantage. « Et qu'importe ? répond Louis Blanc. Est-il donc si facile au pauvre de transporter d'un lieu à un autre sa misère et sa famille ? Et les déplacements fussent-ils pour lui aussi aisés qu'ils sont ruineux et impossibles, est-il loisible à l'ouvrier de changer de métier comme de contrée ? »

Une deuxième objection peut encore être émise. Quand les produits sont demandés avec empressement là où les travailleurs sont rares, les rôles se trouvent intervertis : c'est au maître à subir les conditions ; l'ouvrier les dicte de telle sorte que l'opprimé de la veille peut devenir l'oppresseur du lendemain. A cette objection Louis Blanc répond que dans l'une ou l'autre hypothèse, il y a tyrannie. Or peu lui importe de quel côté vienne la tyrannie : qu'elle vienne du patron ou de l'ouvrier dans les deux cas elle lui est odieuse et ce n'est pas parce qu'elle profiterait à l'ouvrier qu'il l'admettrait.

« Défenseur et non point courtisan du peuple, nous ne voulons pas plus des désordres dont il serait exceptionnellement en état de profiter, que ceux dont il a continué de souffrir ; et nous déclarerions

doublement funeste tout système qui ne permettrait aux prolétaires, foulés aux pieds, d'autre réparation que la vengeance, et d'aures fêtes que les saturnales de l'industrie. » (*Débats*, 17 fév. 1845, art. de Louis Blanc.)

La critique de Louis Blanc subsiste donc dans toute sa force et aussi bien cette dernière hypothèse est l'exception : c'est au patron dans la presque totalité des cas qu'est dévolue la faculté d'imposer à l'ouvrier le taux de rémunération de son travail. Aussi que voyons-nous ? Un travailleur gagnant juste de quoi ne pas mourir de faim. Si cet individu est chargé de famille, il est obligé, pour augmenter ses ressources, d'envoyer ses enfants tout jeunes dans les usines empestées, au lieu de leur faire fréquenter l'école. A l'appui de ceci il cite dans la *Revue du Progrès*, un rapport lu à la Société industrielle de Mulhouse le 31 mai 1837, où il est dit que des enfants de huit ans ont été astreints à passer dans les filatures de coton quinze et quelquefois dix-sept heures, sur lesquelles on ne leur accordait qu'une heure et demie pour leur repas (*Revue du Progrès*, 1^{er} avril 1839, p. 305, art. de Louis Blanc). « Ainsi le travail sous l'empire de la concurrence, prépare à l'avenir une génération décrépite, estropiée, gangrenée, pourrie. » (Louis Blanc, *Organisation du trav.* dans *Quest.*, t. IV, p. 65, 66.)

Cette misère en même temps que perpétuelle est

progressive, car outre les causes tenant à la disparition de bon nombre d'usines dans la lutte, et à l'emploi des machines réduisant l'usage de la main-d'œuvre, il existe une troisième cause bien plus efficace, c'est le caractère prolifique de la misère. Louis Blanc nous le prouve par des chiffres recueillis dans les statistiques de civilisation européenne : alors que, à Paris, les naissances dans les quartiers les plus aisés sont seulement du $1/32$, dans les autres elles sont de $1/26$: d'accord en cela avec Sismondi, il attribue cette fécondité de la classe ouvrière à l'impossibilité où les journaliers se trouvent, d'espérer et de prévoir. (Louis Blanc, *Organ. du trav. Quest.*, tome IV.)

En effet l'individu seul peut mesurer le nombre de ses enfants à la quantité de son revenu, qui se sent maître du lendemain. Pareille indication n'existe pas pour l'ouvrier. Aussi qu'arrive-t-il ? Un fait, sûrement constaté par les chiffres et par l'expérience, à savoir que le pauvre par sa fécondité jette dans la société des malheureux qui ont besoin de travailler, qui ne trouvent pour ainsi dire pas de travail, et qui en trouveront de moins en moins.

La conséquence morale de cette misère par trop prolifique est affligeante : elle aboutit à l'immoralité et à la dissolution de la famille, car tout mariage est un accroissement des charges : « en créant la misère, la concurrence crée l'immoralité (3 avril, *Moniteur* du 7). Louis Blanc nous montre avec chiffres à l'ap-

pui que le nombre des meurtres a augmenté : dans les 14 départements les plus industriels de la France, le chiffre des infanticides est à celui fourni par la France entière dans le rapport de 41 à 121. Depuis l'établissement des tours, le chiffre des enfants trouvés a passé de 102.103 en 1820, à 130.000 de nos jours.

On ne doit pas attribuer cette recrudescence de la criminalité aux instincts de l'individu comme on pourrait être tenté de le faire.

Louis Blanc croit que « le mal dans le monde, c'est un immense accident. » (Baudrillart. *Public. modernes*. Louis Blanc, p. 348). Il n'admet pas que les hommes sont méchants par nature « car, que des hommes naissent nécessairement pervers, nous ne l'oserions prétendre, de peur de blasphémer Dieu. Il nous plaît davantage de croire que l'œuvre de Dieu est bonne, qu'elle est sainte. Ne soyons pas impies pour nous absoudre de l'avoir gâtée. » (Louis Blanc. *Organ. du travail* dans *Quest.*, IV, p. 48). La faute en est uniquement à la misère qui « en greffant le désespoir et la haine sur l'ignorance fait la plupart des assassins » (3 avril). Cette ignorance, nous l'avons vue, est due au manque de loisir nécessaire à l'ouvrier pour s'instruire et à la nécessité où le père de famille se trouve pour faire vivre les siens d'envoyer ses enfants tout jeunes dans les usines au lieu de leur faire fréquenter l'école.

Pour supprimer cette misère, Louis Blanc nous donne le moyen dans deux de ses ouvrages. Il faut organiser le travail de telle sorte qu'il soit assuré à tous les ouvriers. Assurer le travail, c'est le droit au travail que Louis Blanc demande comme remède et qui marque la première étape de la réforme à entreprendre. Qu'est ce droit au travail ? Le droit au travail est le droit reconnu à l'ouvrier de vivre productivement, de vivre du prix de son travail ; ce n'est pas un secours, une aumône que l'on donne au travailleur. Ce n'est pas en un mot le droit d'assistance, c'est quelque chose de plus élevé et tout à fait rationnel. Aussi bien le droit d'assistance sert de base au droit au travail qui en découle tout naturellement. Le droit à l'assistance en effet repose sur le principe que « tout homme en naissant a reçu de Dieu le droit de vivre ». L'homme ayant le droit de vivre doit avoir le moyen de la conserver. Ce moyen c'est le travail. Et dans *Le Socialisme-Droit au travail*, Louis Blanc fait grief à Thiers de ne pas admettre le droit au travail, tout en soutenant le droit à l'assistance. « Admettre le droit à l'assistance et nier le droit au travail, c'est reconnaître à l'homme le droit de vivre improductivement quand on ne lui reconnaît pas celui de vivre productivement ; c'est consacrer son existence comme charge, quand on refuse de la consacrer comme emploi, ce qui est d'une remarquable absurdité ».

La conséquence est très simple : rompre avec le passé et établir entre autres réformes, la première, la plus essentielle, le principe du droit au travail qui sera sanctionné par des lois. « Assurez du travail au pauvre, vous aurez encore peu fait pour la justice, et il y aura loin de là au règne de la fraternité : mais, du moins, vous aurez conjuré d'affreux périls et coupé court aux révoltes ». (*Organ. du trav.* dans *Quest.* IV, p. 291).

CHAPITRE VII

La Liberté

En supprimant l'individualisme, dont la maxime « laisser faire, laisser passer » semble inspirée par le libéralisme le plus large, ne va-t-on pas porter atteinte à la liberté ? Telle est l'objection que les partisans de l'école libérale font à Louis Blanc. Louis Blanc répond à ce reproche dans son discours du 3 avril. « Ah ! j'avoue qu'un tel reproche me remplit d'étonnement. Car si nous ne voulons pas de la concurrence, c'est précisément parce que nous sommes les adorateurs de la liberté ! Oui, la liberté, mais la liberté pour tous, tel est le but à atteindre, tel est le but vers lequel il faut marcher. » (3 avril, *Moniteur* du 7.)

Comment Louis Blanc conçoit-il la liberté ? Il n'y aura liberté que lorsqu'on aura donné à chaque homme les moyens de développer ses facultés. « La liberté consiste non seulement dans le droit, mais

dans le pouvoir donné à chacun de développer toutes ses facultés. » (3 avril.) C'est une définition analogue à celle de la déclaration des droits. Dans son *Organisation du Travail* dans *Quest.*, tome IV, il nous dit à peu près la même chose. « En quoi consiste la liberté si elle ne consiste pas dans le pouvoir donné à chacun d'exercer complètement toutes ses facultés, et de satisfaire pleinement tous ses besoins, c'est-à-dire d'accomplir ses destinées selon les lois de la nature ? »

Reprenons sa définition du 3 avril. Nous y voyons deux termes : droit et pouvoir ; entre ces deux mots, il existe une différence très marquée qu'il ne faut pas passer sous silence. Le « droit » est quelque chose de factif, de théorique, de vague ; personne ne songe à nier que tous les hommes ont des droits égaux : la Révolution même a proclamé des droits : elle a abusé le peuple avec cette égalité de droits comme organisation même de la liberté, alors que cette égalité n'est autre chose que le déchaînement de concurrence. (Voir *Organisat. du Trav.* de Louis Blanc, introduction, p. 19), c'est-à-dire l'oppression, l'esclavage du prolétariat.

Le pouvoir tout au contraire est quelque chose de réel, de pratique, de précis ; c'est le moyen de réaliser le principe : « Qu'importe que vous disiez à ce paralytique qu'il a le droit de se lever et de marcher. Il lui en faut le pouvoir. » (*Hist. de 48*, II, p. 264.)

La liberté à l'heure actuelle ne répond pas à cette conception, elle n'existe que pour quelques privilégiés, que pour quiconque possède des capitaux, des instruments de travail, du crédit, et l'instruction, éléments qui constituent les moyens de développer la nature de l'homme. Or, ces moyens, avec l'individualisme, manquent aux travailleurs qui forment la majorité de la population. Ils n'ont pas la liberté de disposer de leurs facultés comme ils l'entendent, c'est-à-dire de choisir leur profession.

Cette liberté est remplacée par « un despotisme impalpable, mystérieux, mais plus cruel que tous les despotismes à visage humain » (Louis Blanc, *Hist. de Révolut. de 1848*, II, p. 268). C'est le hasard de la naissance. Le fils du pauvre est aux ordres de la misère, qui l'oblige à travailler dès son jeune âge sans s'inquiéter de ses aptitudes ou de ses forces ; alors qu'il se sentirait poussé vers les arts ou vers les sciences, il est réduit, sous l'empire de la dure nécessité, à un travail manuel dans un atelier, sans quoi il mourrait de faim », son esprit et son âme sont d'avance condamnés à un étouffement prématuré (*Révolut.*, II, p. 268).

Pourra-t-il se procurer des instruments de travail qui lui permettront de fournir un labeur plus rémunérateur et plus attrayant ? Comment le pourrait-il ? Les capitaux lui font défaut et son travail ne suffit pas pour sa formation. Mais, dira-t-on, il y a le cré-

dit ? Mais le crédit lui est fermé. On ne prête qu'aux riches. Le prêteur veut avoir une garantie de ses avances. Quelle garantie lui offre le prolétaire ? Celui-ci n'a que ses bras et son salaire ; ce salaire, nous avons vu au chapitre précédent, qu'outre son insuffisance, il ne pouvait pas en discuter le montant qui lui était imposé ; souvent il manque de travail par suite de la fermeture d'ateliers. Wolowsky lui-même qui n'était pas en communion d'idées avec le président de la commission, reconnaît cette situation précaire de l'ouvrier dans la séance du 20 mars. Aussi Louis Blanc s'étonne de le voir repousser son système : l'association. « C'est précisément parce que vous admettez qu'il n'y a pas de liberté là où il est possible qu'un homme de bonne volonté meure de faim, et que tout homme qui demande du travail a le droit d'en recevoir ; C'est précisément à cause de cette communauté de sentiment entre nous, que je m'étonne de vous voir repousser un système dont le but est de faire triompher nos communes espérances. » (20 mars, *Moniteur* du 24 mars). Dans son discours du 3 et du 29 avril, Louis Blanc compare l'état économique actuel à l'état sauvage où c'est l'homme qui est le plus fort musculairement qui égorge le plus faible : aujourd'hui c'est l'homme le plus fort en vertu d'une supériorité convenue, c'est l'homme le plus riche, le plus intelligent.

Il nie cette supériorité de l'homme le plus riche,

le plus intelligent, il la nie avec bien plus d'énergie, car l'homme le plus fort musculairement qui égorge l'homme le plus faible pour s'emparer de son bien, est dépourvu de facultés mentales lui indiquant l'atrocité et l'injustice de son acte, « mais, dit-il, l'homme le plus intelligent qui abuse de son intelligence pour opprimer le malheureux qui lui est inférieur en instruction, cet homme là est absolument inexcusable, parce qu'il aurait dû trouver dans son intelligence même, l'avertissement qu'il commet un acte de tyrannie, et que cet acte de tyrannie est impie. » (Disc. du 29 avril).

En résumé avec l'individualisme, personne ne dépend de lui-même, chacun dépend d'une foule d'individus dont les intérêts sont entièrement séparés des siens.

Comment arriver à faire régner cette liberté qui donnera à tout homme les moyens de développer ses facultés, sa nature ? Louis Blanc nous en donne le moyen dans son discours du 20 mars, « réaliser la formule de la Révolution : liberté, égalité, fraternité. Ces trois mots sont inséparables, car ils se complètent l'un l'autre, ils forment une union de profondeur admirable ». (Disc. du 20 mars.) « Oubliez-en un, les autres n'ont plus de signification. Dites la liberté seulement, et vous arriverez à ceci : les hommes ne s'aiment pas : chacun pour soi : la lutte s'engage : les uns triomphent, les autres sont vaincus : plus de

liberté. Pour qu'elle existe, il faut la mettre dans l'égalité et pour que l'égalité elle-même se maintienne, il faut la sanctifier par le sentiment de la fraternité. » (20 mars.) Examinons les deux derniers termes de cette formule.

Qu'est-ce que Louis Blanc entend par l'égalité? L'égalité « c'est pour tous les hommes l'égal développement de leurs facultés inégales, et l'égale satisfaction de leurs besoins inégaux ». (*Catéch. des socialistes dans Quest.*, p. 214.) Tous les hommes ne naissent pas avec les mêmes goûts et la même intelligence; il y a inégalité entre eux, et cette inégalité a été voulue par la nature, précisément parce qu'elle a créé l'homme social. La société en effet repose sur un mutuel échange de services fondé sur la diversité des forces, des besoins, c'est la condition *sine qua non* de l'échange : sans diversité pas d'échange possible. L'inégalité étant un fait nécessaire, ce qui est conforme aux lois de la nature, à la justice et par conséquent à l'égalité, car il n'y a pas de justice sans égalité, c'est que « chacun soit mis en état de tirer parti aussi complètement que possible, en vue du bonheur d'autrui, des facultés qu'il a reçues de la nature et de satisfaire aussi complètement que possible, en vue de son propre bonheur, les besoins que la nature lui a donnés. (*Catéch. social*, V. p. 214-215.) C'est à la société à corriger les imperfections de la nature.

On voit par là que, pour Louis Blanc, il ne saurait être question d'égalité absolue, d'égalité prise dans le sens d'identité, d'égalité arithmétique, mais bien d'une égalité relative, d'une égalité proportionnelle, conforme aux besoins et aux goûts de chacun. L'inégalité de fait, qui peut résulter en apparence de cette conception, sera tout simplement l'égalité proportionnelle, la seule adéquate à l'équité. La famille nous fournit un modèle classique de cette sorte. Dans la famille chaque membre contribue dans la mesure de sa capacité de travail aux charges communes : le père de famille procure à ses enfants tous les objets nécessaires à leur existence, en proportion de leurs besoins, sans regarder si celui qui a le plus de besoins est le plus travailleur. C'est justement cette inégalité apparente de fait, qui fait que l'égalité règne dans la famille, qui fait que tous les frères sont égaux, en ce que les mêmes règles leur sont appliquées dans les mêmes circonstances.

On pourra objecter qu'il existe entre les membres de la famille des liens très forts, un sentiment fraternel, qui, remplaçant le sentiment d'égoïsme, permet l'emploi de semblables procédés. Louis Blanc ne s'embarrasse pour si peu ; il demande qu'on fasse de cette égalité fraternelle familiale une égalité sociale ; il faut « que la société se modèle sur la famille », et pour cela substituer au principe de l'individualisme celui de la fraternité.

Voilà pourquoi il nous dit que la fraternité est nécessairement liée à l'égalité et à la liberté ; la fraternité consacre l'égalité par l'amour, elle est, suivant Louis Blanc « l'expression poétique de cet état de solidarité qui doit faire de toute société une grande famille. » (*Social D. au Trav.*, p. 9). C'est grâce à elle que les travaux pourront être distribués selon les forces, et les fruits répartis suivant les besoins, que pourra être mis en œuvre le principe « Produire selon ses facultés et consommer selon ses besoins », principe régissant l'idéal de société future.

CHAPITRE VIII

De chacun selon ses facultés, à chacun selon ses besoins

Produire selon ses facultés, consommer selon ses besoins, tel est pour Louis Blanc l'idéal à atteindre. « L'idéal vers lequel la société doit se mettre en marche est donc celui-ci : produire selon ses forces, consommer selon ses besoins. » (3 avril.) Ce principe assurera la liberté telle qu'il l'entend, et ne sera réalisé que sous le règne de l'association. Louis Blanc considère que « produire selon ses facultés » est un *devoir* ; c'est sur cette idée de devoir qu'il s'appuie pour imposer à l'individu l'obligation de donner à la société tout ce qu'il peut. L'homme a reçu de la nature certaines facultés, non pour qu'il les exerce solitairement, mais pour qu'il en fasse profiter ses semblables : elles sont l'indication que chacun « doit » à la société dont il est membre et dont il ne peut

s'isoler. « Cette indication chacun la porte écrite dans son organisation en lettres de feu. » (Louis Blanc. *Hist. de la Révolut.*, 1848, t. I, p. 147.) C'est une idée essentiellement morale et altruiste que cette qui consiste à dire : l'homme qui a reçu des dons supérieurs de la nature ne doit pas s'en servir pour écraser ses semblables, mais pour le mettre au service de tous : plus il peut, plus il doit.

Cette idée morale est-elle suffisante pour encourager tous les hommes à travailler ? Les paresseux avec l'application d'un pareil principe ne mettront-ils pas en avant, pour excuser leur peu d'entrain au labeur, l'insuffisance de leurs forces et de leurs aptitudes ? Louis Blanc sent bien qu'il faut ajouter autre chose. Ne voulant pas trop diminuer l'importance de cette idée, il lui attribue une large influence, mais il nous montre que sa réalisation sera très possible ; l'accomplissement de ce devoir sera facilité, selon lui, par le plaisir que l'individu trouvera dans le travail, plaisir qui l'empêchera de s'adonner à la paresse.

L'activité, d'après Louis Blanc, est l'état normal de l'homme. Si l'homme trouve le travail répugnant, la faute en est « aux institutions qui font dépendre iniquement du hasard et de la misère la distribution des fonctions, sans tenir compte de la spécialité des vocations ni de celle des aptitudes, et sans consulter les penchants, » (Louis Blanc, *Quest.*, V, p. 103).

Dans ces conditions, rien d'étonnant à ce que le travail soit une peine. L'homme, à l'heure actuelle, subit un labeur forcé dont il sait qu'il ne retirera qu'un maigre salaire, et pour le gagner encore faudra-t-il qu'il travaille des quinze et seize heures, c'est-à-dire au delà de ses forces. Mais la paresse est loin d'être inhérente à la nature humaine, et à l'appui de ceci Louis Blanc nous cite dans ses *Questions d'aujourd'hui et de demain*, tome V, l'exemple de la société civile et religieuse fondée par Rapp en Amérique, qui infligeait comme châtiment à ses membres l'oisiveté forcée, châtiment qui leur parut terrible.

Le problème se borne donc tout entier à transformer le travail en plaisir, à remplacer le travail répugnant par le travail attrayant. Ce problème, l'association le résout. Chaque homme dans ce nouveau régime, ayant à sa disposition les moyens d'instruction et les instruments de travail, pourra entrer dans la voie où le poussent ses penchants développés par l'éducation ; il jouira en un mot de la liberté de vocation ; et sachant qu'on ne le forcera pas à travailler au delà de ses forces, il mettra avec plaisir en œuvre ses facultés. Ce fait tient uniquement à ce qu'il y a accord établi entre les fonctions diverses, les forces et les aptitudes naturelles correspondantes. Louis Blanc va plus loin. Il nous dit que cet accord, abstraction faite du sentiment du devoir, suffirait, à

lui seul, à faire du travail un plaisir, à rendre possible le principe « produire selon ses facultés », car, « de toutes les jouissances de l'homme il n'en est point de plus vive que celle qu'il puise dans le libre, dans le volontaire exercice de ses facultés. » (Louis Blanc, *Hist. de la Révolut. de 48*, I, p. 150). S'il en est ainsi, il nous semble que l'idée du devoir devient inutile ! Louis Blanc ne précise rien de plus et reste dans le vague le plus complet.

Mais avec ses facultés l'homme a reçu des besoins : le droit, la justice exigent qu'il les satisfasse entièrement, c'est-à-dire sans mesurer sa part dans la distribution à la somme des produits qu'il apporte à la masse commune. Autrement dit, l'égalité proportionnelle, la seule juste comme nous l'avons vu plus haut, ne consiste pas à appliquer la formule Saint-Simonienne « de chacun suivant sa capacité, à chaque capacité suivant ses œuvres. » Agir ainsi, c'est aller à l'encontre de la liberté et de la justice, car c'est donner à l'homme intelligent le droit de faire de celui qui l'est moins, un pauvre, c'est admettre que l'homme le plus fort a le plus de besoins ; c'est donner une certaine place au régime de l'individualisme.

L'objection qui se présente inévitablement est celle-ci. Quelle est la limite des besoins pour chaque individu ? Comment l'évaluer ? Si certains ont des désirs trop considérables, ne va-t-on pas frustrer

les plus modérés qui verront réduire leur part dans les moyens de jouissance ? Examinons ces objections. Quelle sera la limite des besoins ? Comment l'évaluer ? Louis Blanc y répond d'une manière évasive dans le régime de l'association « la limite des besoins y serait clairement indiquée par la nature, et assignée par la morale » (3 avril). Dans son *Histoire de la Révolution de 1848*, il définit ainsi la mesure du besoin : « Est-ce que nous ne cessons pas de manger quand nous n'avons plus faim, de boire quand nous n'avons plus soif ? » (Louis Blanc, *Hist. de la Révolution de 1848*, I, p. 148). Tout cela ne nous donne aucune indication ferme, et n'est susceptible d'aucune évaluation numérique. Nous sommes toujours dans le même embarras.

Quant aux moyens à employer pour entraver les excès, il compte sur l'association, qui, par sa propre vertu, favorisera le développement des sentiments altruistes. « L'association, développée d'après le principe de fraternité, résoudra ce grand problème ; mais aujourd'hui nous portons la charge d'une civilisation corrompue, nous avons affaire malheureusement à des hommes qui vivent sous l'empire de vieux préjugés. » Une garantie qu'offre l'association relativement à la crainte de l'apparition des exigences, c'est la possibilité pour l'homme, sous ce régime, de mettre en œuvre ses facultés. « Plus on exerce librement ses facultés, moins on a de besoins » (29 avril).

C'est une simple affirmation qui n'est pas contrôlée par la réalité.

Grâce à l'association les moyens de consommation seront toujours supérieurs aux besoins des individus. Louis Blanc en est tellement convaincu qu'il nous déclare que dans la société future « on ne ferait point de parts. » Chacun puiserait à la masse jusqu'à complète satisfaction de ses désirs qui ne dégénèreront pas en excès, pour les motifs que nous venons d'exposer : c'est anéantir toute source de disputes et de jalousies. Le manque de produits avec l'application d'un pareil système ne se ferait jamais sentir, comme on pourrait le croire.

La somme des richesses, en effet, n'est pas une quantité fixe, et la solidarité des intérêts mis en jeu par l'association l'augmentera indéfiniment ; on ne verra plus se produire les gaspillages de la concurrence, les ruines et les pertes sèches que l'individualisme rend inévitables. Une autre raison qui facilitera cet accroissement de richesses, c'est l'économie de l'existence journalière, c'est le genre de vie qui caractérisera ce nouveau régime ; les hommes trouveront tant d'avantages à l'association qu'ils introduiront cette règle dans leur vie ; ils pourront se mettre à plusieurs pour avoir un même foyer, et les dépenses de nourriture et de loyer seront considérablement réduites. Cette idée, il l'a émise dans son discours du 5 mars au Luxembourg, lorsqu'il deve-

loppa son projet de création d'établissements dans les quatre quartiers les plus populeux de Paris. Personne ne serait obligé de se conformer à cette règle, mais on y serait conduit par la considération des bienfaits d'une semblable institution.

En somme, Louis Blanc ne nous donne aucune raison empirique de la possibilité de réaliser la formule : « De chacun selon ses facultés, à chacun selon ses besoins : » Il se contente d'affirmations qui sont d'un vague confinant au néant. Pas de moyens pratiques rien que des idées et des raisonnements de rêveur.



CHAPITRE IX

Le mobile de l'intérêt

Pour réaliser cette formule « de chacun selon ses facultés, à chacun selon ses besoins », il est nécessaire et logique de mettre les forces en commun pour la production, et les produits en commun pour la consommation. C'est conforme à la pensée de Louis Blanc. Mais alors ne détruit-on pas le stimulant de l'intérêt personnel qui pousse l'homme à produire progressivement et constamment ? Nous avons vu que Louis Blanc indiquait l'idée de devoir, comme stimulant. Ne veut-il plus du tout l'intérêt personnel, ou bien, s'il le conserve, de quelle façon le conçoit-il ?

Louis Blanc ne nie pas la force de l'intérêt personnel comme étant apte à accroître l'activité humaine. « Je pense que l'activité humaine a dans l'intérêt personnel un très énergique, un incontestable mobile ». (*Journal des débats*, n° du 17 février 1845),

Aussi ne songe-t-il pas à l'abolir dans son système de société basée sur l'association.

Mais Louis Blanc refuse de le conserver avec le caractère qu'il a dans la concurrence, et en cela il est toujours fidèle à ses principes. L'intérêt personnel dans la concurrence, selon lui, est subversif et immoral : subversif « parce qu'il donne pour effet à l'activité des uns, surexcités, la défaite et la ruine des autres » ; immoral, « parce qu'il engendre la cupidité, l'envie, la haine » (Louis Blanc, *Quest.* V, p. 201).

Quoique très puissant et d'un heureux effet en apparence, il faut repousser cet intérêt à cause de sa nature, car on doit juger les stimulants « non par leur puissance mais par leur moralité » (Disc. du 20 mars), et il qualifie de funeste ce stimulant individualiste, car il conduit à la ruine. Il en est ainsi, car l'intérêt personnel est mal compris. Ce qu'on appelle aujourd'hui intérêt, n'est autre chose que l'égoïsme, égoïsme qui rend l'ordre social essentiellement vicieux.

Il faut changer la nature de ce stimulant. A la place de cet intérêt égoïste, il faut mettre à la base de l'activité individuelle un intérêt qui, tout en étant personnel, se conciliera avec l'intérêt général ; on doit s'efforcer d'établir entre l'intérêt personnel et l'intérêt de tous, un accord nécessaire. « L'intérêt personnel ! Mais c'est nous qui le voulons, c'est nous qui demandons qu'il soit développé au profit de

tous «, et un peu plus loin, « nous ne voulons pas de l'intérêt personnel resserré en lui-même, de celui qui s'appelle égoïsme, mais de l'intérêt personnel associé à l'intérêt de tous, de celui qui, sur les champs de bataille, s'appelle gloire, qui, dans un pays libre, s'appelle patrie, qui, dans la région des âmes élevées par le sentiment de la fraternité et par le sentiment de l'amour, s'appelle l'humanité » (29 avril). L'intérêt personnel, ainsi compris, est légitime et sacré.

Le problème de changement de nature de l'intérêt sera résolu par l'association. Dans l'association, chacun aura un intérêt direct à produire selon ses facultés, car chacun sait que tout en travaillant au profit de la société, il acquiert ainsi la possibilité d'obtenir satisfaction de ses goûts ; plus il produira, plus sa part dans la somme des jouissances sera grande. C'est bien là un intérêt direct et non pas un intérêt qui ne touche le producteur que par ricochet.

Nous verrons que Louis Blanc, lorsque nous exposerons sa conception de l'atelier social, réserve une part dans les bénéfices de l'atelier spécialement affecte aux ouvriers, part qui doit être répartie également entre eux. Cette mesure est établie en vue de donner une force plus réelle au stimulant de l'intérêt personnel. Par son accord avec l'intérêt général, l'intérêt personnel est épuré.

Dans la concurrence il a à sa base, nous l'avons déjà vu, l'égoïsme ; dans l'association, il repose sur

le sentiment du devoir, de solidarité. Ce sentiment de devoir, si cher au président de la commission du Luxembourg, que nous avons exposé au chapitre précédent, Louis Blanc continue à avoir une très grande confiance dans son efficacité : il nous dit qu'il est « heureux de croire à la puissance des idées de devoir, convenablement développées par l'éducation ». (Louis Blanc, *Journal des Débats*, 17 février 1845).

C'est en somme le même thème plusieurs fois répété. C'est cette idée de devoir qui empêchera l'intérêt personnel d'être subversif et immoral. « On m'accordera bien que l'intérêt personnel doit, pour ne pas agir sur la société d'une manière subversive, se concilier avec le sentiment du devoir (*Débats*, 17 fév. 1845).

Par là l'intérêt personnel acquiert une direction sociale sans rien perdre de ce qu'il a d'énergique. « C'est cet intérêt personnel qu'il faut servir, qu'il faut proclamer, c'est de cet intérêt personnel qu'il faut partir pour fonder les sociétés humaines sur une base inébranlable, sur la base de la paix, de la fraternité et de l'union. C'est cet intérêt que je vous recommande à vous hommes du peuple : car plus que tous les autres vous avez besoin de rester unis : la division, ce serait votre ruine, ce serait la contamination de votre oppression. » (Disc. du 29 avril).

Tel est le système idéal de Louis Blanc. L'asso-

ciation assurant la liberté et le bonheur de l'individu par la mise en pratique de la formule : « De chacun selon ses facultés, à chacun selon ses besoins. » Pour arriver à fonder l'association, il faut un moteur puissant qui ait assez d'autorité et de ressources.

Ce moteur est l'Etat. Nous parlerons de l'interlocution de l'Etat à propos des ateliers sociaux dans lesquels il joue un grand rôle.

Il nous reste à exposer ce système d'ateliers sociaux que Louis Blanc a exposé le 20 mars à la tribune du Luxembourg.

CHAPITRE X

Fondation et administration des ateliers sociaux

Ce système d'ateliers sociaux n'est que provisoire ; il est l'application d'une partie des idées de Louis Blanc, celles que celui-ci considère comme actuellement applicables. Loin de représenter l'idéal de société future, il n'est qu'une étape destinée à préparer les hommes à une révolution sociale bien plus profonde. Louis Blanc procède ainsi, car il connaît la difficulté de la tâche à entreprendre, et voit le danger et l'impossibilité qu'il y a à vouloir remanier trop brusquement un ensemble d'habitudes et de préjugés trop anciens. « L'histoire ne se fait pas en un jour. Tout siècle a sa besogne ; la nôtre n'est peut-être pas de réaliser le souverain principe d'ordre et de justice. Dans ce long voyage de l'humanité vers le bien, nous avons encore quelques étapes à fournir.

Mais s'il nous est refusé de toucher au but suprême, ayons du moins le mérite de l'apercevoir, et la gloire d'y marcher. Nous voici donc ramené à ce qui serait présentement applicable » (3 avril).

Louis Blanc construit son système en partant de l'état actuel des choses. L'Etat se servirait de sa puissance pour fonder les ateliers sociaux grâce auxquels tous les hommes auraient les instruments de travail à leur disposition.

Il procéderait ainsi : il rachèterait aux industriels leurs usines ; l'opération serait aisée à réaliser ; aucune résistance ne se produirait, car si les ouvriers ne veulent plus subir les anciennes conditions de travail, les producteurs sont dans une position trop précaire pour ne pas accueillir favorablement un pareil projet.

Dans son ouvrage *Le Socialisme-Droit du travail*, Louis Blanc nous expose en ces termes les doléances des industriels que ceux-ci lui avaient adressées dans de nombreuses lettres : « les uns offrent en pur don leurs établissements, qu'ils se déclaraient incapables de maintenir ; les autres, mettant à la disposition du gouvernement édifices, matières premières et machines, ne demandent en échange qu'une rémunération convenable comme directeurs : tous invoquent à grands cris l'intervention tutélaire de l'Etat dans l'industrie, qu'ils montrent perdue si l'Etat ne se hâte d'accourir » (*Social. Droit au trav.*

p. 7 et 8). D'ailleurs les industriels gagneraient à ce rachat, car l'Etat les indemniserait largement. On ne les paierait pas en argent comptant, car les sommes nécessaires ne pourraient être prises sur les ressources présentes, vu leur insuffisance ; on les demanderait aux ressources de l'avenir. L'Etat souscrirait « des obligations portant intérêt, hypothéquées sur la valeur même des immeubles cédés, et remboursables par annuités ou par amortissement » (Disc. du 20 mars).

C'est donc à un emprunt que l'Etat aura recours pour la fondation des ateliers sociaux. On est loin du projet de budget spécial, du projet de création d'un ministère du travail. Sans doute il sentait que cette idée était trop nouvelle pour avoir quelque chance d'aboutir, et plus on avance dans la lecture de ses discours, plus on sent que ses espérances faiblissent.

Pourtant il ne renonce pas tout à fait à son rêve. Pendant cette période qui va du 12 mars jusqu'en juin, il ne nous parlera qu'une seule fois de la question d'un ministère du travail, c'est à la séance de l'Assemblée nationale du 11 mars 1848. « Vous avez un ministère de la guerre, il vous faut un ministère de la paix, c'est le ministère du progrès et du travail. » Il ne s'agit pas dans l'espèce d'une expropriation de l'industrie privée, car la cession des établissements ne sera pas forcée : l'Etat n'usera pas de sa puissance pour obliger les particuliers à céder leurs usines.

Fidèle à son principe de procéder par la persuasion, Louis Blanc veut réaliser son plan par opérations successives. « Il ne s'agit de violentes personnes », nous dit-il le 20 mars. L'achat ne se ferait qu'après entente avec les propriétaires, libre à eux d'accepter ou de refuser le marché ; il s'agit seulement pour l'Etat de créer un modèle et non pas d'absorber l'industrie tout entière ; à côté de ces ateliers sociaux subsisteront les ateliers privés qui continueront à lutter. C'est un gage de plus donné à la liberté ; seulement la lutte sera de courte durée, d'abord à cause de l'infériorité qu'auront les particuliers vis-à-vis d'une force comme l'Etat, et en second lieu à cause des avantages indéniables que le nouveau régime d'association présentera et que nous avons déjà vus, notamment ceux inhérents aux économies résultant de la vie en commun.

Ces avantages seront tels que les ouvriers et les patrons demanderont à rentrer dans l'association. Les ouvriers verront la possibilité de travailler pour eux-mêmes, grâce à la suppression de la propriété privée des instruments de travail ; ils pourront développer toutes leurs facultés et acquérir l'aisance. Les paroles de Vidal qui se faisait l'interprète de la pensée de Louis Blanc sont caractéristiques sur ce point. « Nous ne voulons point recruter de force les travailleurs et les enrôler malgré eux. Nous offrons aux ouvriers les moyens de s'associer, de travailler

pour eux-mêmes ; nous les mettons en état de développer complètement leur activité, leur liberté, à côté de leurs égaux, de leurs frères » (20 mars). Louis Blanc ne veut pas que l'appui que l'Etat donnera aux ouvriers soit aveugle, inconditionnel ; on doit leur faire comprendre qu'il ne s'agit pas de ressusciter les corporations, de revenir au régime des jurandes et des maîtrises ; la condition à leur imposer, c'est l'obligation par eux, de tenir ouvertes à ceux du dehors les portes de leur association, une fois formée, de telle sorte qu'elle ira toujours s'agrandissant. Nous verrons lorsque nous parlerons de l'association de toutes les industries, que pour arriver à ce résultat, Louis Blanc constitue un fonds social au moyen d'une retenue annuelle sur les bénéfices, seul moyen d'élargir graduellement le cercle primitivement tracé.

Quant aux entrepreneurs, ils seraient vite décidés à céder leurs usines à la perspective d'échapper aux hasards de la lutte, aux ruines et aux faillites probables ; ils trouveraient un réel avantage dans le taux de l'intérêt que l'Etat leur servirait et dont nous parlerons plus loin.

Ce système d'ateliers sociaux sera appelé, selon Louis Blanc, à s'étendre rapidement jusqu'à la transformation de la production parcellaire et privée en production nationale et globale. « Ce sera la pierre jetée dans l'eau et traçant des cercles qui naissent

l'un de l'autre, en s'agrandissant toujours » (Disc. du 20 mars.)

II

Nous allons entrer dans l'examen de l'administration de l'atelier social.

L'atelier social une fois fondé, sera régi par des statuts ayant « forme et puissance de lois » (*Quest.* IV, p. 289.) Ces statuts seront établis par l'Etat ; en même temps qu'ils amèneront le fonctionnement de l'atelier, ils renfermeront la délimitation des droits et devoirs de chacun, de façon à permettre le jeu de la liberté individuelle, à mettre les travailleurs à l'abri de toute espèce d'arbitraire : « ils établiraient sur la condition des ouvriers, sur la part qui leur est due dans la production, sur la répartition des bénéfices, des principes que nul ne saurait violer impunément, parce que la force publique est là pour les faire respecter » (*id.*) C'est tout ce que Louis Blanc nous dit à ce sujet.

Voyons l'organisation de l'atelier. Dans chaque atelier il faut établir une hiérarchie des fonctions car il faut des supérieurs et des subalternes. Cette hiérarchie serait établie ainsi : La première année, l'Etat fixerait la répartition des attributions. Il faut appuyer sur ces mots, la première année, car la nomination des chefs par l'Etat ne doit pas être la

base du principe, elle n'est qu'un moyen destiné à mettre en mouvement l'atelier social, moyen exigé par les circonstances.

La base du principe est l'élection des administrateurs et des chefs, par les ouvriers de l'atelier. On comprendra que le mode de l'élection ne peut pas être employé dès les débuts, car pour l'appliquer il faudrait que les travailleurs aient eu la possibilité de se connaître.

L'impossibilité d'une connaissance approfondie des mérites de chacun dès les débuts, éclate suffisamment d'elle-même pour qu'il ne soit pas nécessaire d'y insister plus longuement. Après la première année, le système électif entrerait en vigueur. Les associés ont eu le temps de s'apprécier et le bienfait de l'élection apparaît dans toute sa force ; c'est un gage donné à la liberté, car l'inférieur n'a comme supérieur que ceux qu'il juge dignes d'un tel honneur, que ceux qu'il croit bon de son intérêt de reconnaître pour tels, c'est-à-dire ceux qui peuvent, par l'excellence de leurs capacités, favoriser le succès de l'association ; la confiance régnera, les ordres, n'étant plus inspirés par l'égoïsme d'un maître, mais par le souci de l'intérêt général, n'en seront que plus agréablement exécutés, car il y aura « commandement désintéressé de la part des uns et volontaire obéissance de la part des autres. » (Louis Blanc. *Hist. de Révolut.* 48, II, p. 267.)

Une objection se présente. Le régime électif est loin d'être parfait, il donne lieu à des intrigues, à des fraudes. On en a une preuve éclatante dans les élections législatives, départementales et communales ; devant un tel exemple on doit se demander s'il n'en serait pas de même pour la nomination des chefs de l'atelier social. Louis Blanc nous affirme le contraire, car dans le cas actuel, le seul guide dans l'élection sera l'intérêt immédiat et bien compris de l'ouvrier, alors que dans les élections politiques ce facteur est d'une force moins grande parce que moins directe, et qu'il est mêlé à d'autres venant encore diminuer sa valeur.

Quelles sont les conditions d'un bon choix ? Louis Blanc nous les indique dans ses *Questions d'aujourd'hui et de demain* : Ce sont l'intérêt et la capacité (Louis Blanc. *Question IV*, p. 265-266). Les membres de l'atelier social remplissent ces deux conditions ; ils ont intérêt à bien choisir, puisque c'est leur choix qui décidera du succès de l'association et de la croissance des bénéfices qu'ils se partagent ; c'est un intérêt bien immédiat. Ils ont la capacité de choisir, puisque se voyant les uns les autres à toute heure du jour, rien ne leur manquera de ce qui constitue les éléments d'une bonne appréciation. Ils donneront leur suffrage par science plutôt que par instinct et non sous l'empire de passions aveugles, car ils choisiront leurs mandataires « en parfaite con-

naissance de cause, dans une sphère où s'écoule leur vie tout entière, en un mot, sous l'influence de leur intérêt bien compris. » (Louis Blanc. *Quest.*, IV, p. 265).

On peut présenter une deuxième objection : si l'État choisit bien les chefs de la première année, pourquoi le dénantir de ce privilège ? Louis Blanc répond qu'il doit en être ainsi pour deux raisons. La première, c'est qu'il craint que ce soit une tâche trop lourde pour l'État : au début les ateliers sont en petit nombre, mais le système d'association s'étendant peu à peu à toutes les branches de l'industrie, l'État ne saurait convenablement y suffire.

La deuxième, plus probante, c'est l'abus que l'État, en admettant sa capacité, pourrait faire du pouvoir énorme que lui conférerait le système parvenu à son dernier degré de développement. Nous verrons que Louis Blanc est partisan du principe d'autorité, il veut un pouvoir fort, et s'il le veut fort, c'est pour protéger les faibles et les pauvres et favoriser la liberté. « Nous savons que lorsque dans une société la force organisée n'est nulle part, le despotisme est partout. » (Louis Blanc *Quest.*, IV, p. 267.) Mais cela n'empêche pas le pouvoir d'être infaillible et la crainte de le voir tomber dans l'erreur décide Louis Blanc à lui retirer sa confiance pour le choix des chefs d'ateliers. « Nous ne nous dissimulons pas qu'un gouvernement, quel que soit le mérite de l'or-

ganisation politique qui lui aura donné naissance, se compose d'hommes accessibles à des erreurs et à des passions dont l'existence de la société ne saurait dépendre. » (Louis Blanc. *Quest.*, IV, p. 267).

Nous citerons encore une autre raison. C'est que Louis Blanc veut éviter d'absorber par trop la vie de l'individu, et de la société, dans celle du pouvoir : c'est une sorte de décentralisation qu'il demande au profit de chaque association ; il veut que l'atelier se suffise à lui-même.

Quelle sera la tâche des administrateurs, des chefs ? Répartir les bénéfices entre tous les membres de l'atelier social, veiller, sous le contrôle du gouvernement, à la stricte observation des règlements, et s'occuper des moyens d'agrandir l'entreprise commencée.

CHAPITRE XI

Les Salaires dans les ateliers sociaux

Ainsi est résolue la question de l'administration de l'atelier où tous les ouvriers travaillent, « comme des frères associés. » (Disc. du 20 mars.) Il faut envisager maintenant la question de rémunération du travail, et voir quel est pour Louis Blanc le meilleur mode à adopter pour la fixation des salaires. Etablira-t-on des salaires égaux ou des salaires inégaux, proportionnés aux capacités de chacun et à la quantité de labeur fourni ? Disons tout d'abord que cette question des salaires est la partie la plus délicate des discours de Louis Blanc ; à vrai dire, on ne peut pas soutenir qu'il se soit prononcé en faveur de l'égalité : il laisse aux travailleurs la liberté de choisir entre les deux systèmes, et si dans son discours du 20 mars, il se prononce plus nettement en faveur de l'égalité, dans son discours du 3 avril il est moins précis.

I. — *L'inégalité des salaires.*

Toutefois de l'examen de la théorie de Louis Blanc découle un fait indéniable, c'est qu'il déclare l'égalité des salaires inapplicable à l'état de société actuel, au régime de la concurrence. Aujourd'hui la différence de rétribution s'impose. « Nul doute que l'égalité des salaires ne soit le système le plus approprié à notre éducation, à nos habitudes, à nos mœurs, à l'ensemble des idées généralement répandues. Nul doute, par conséquent, que ce système ne fut préférable. Au point de vue purement pratique : aussi n'avons-nous eu garde de l'exclure, quoi qu'en aient pu dire des critiques superficiels ou intéressés peut-être à obscurcir la vérité, quoi qu'en aient pu dire les hommes qui trompent le peuple, voulant continuer de l'asservir » (3 avril). Aussi c'est dans un but purement pratique que dans la société économique actuelle, Louis Blanc admet l'inégalité des salaires.

Pour que le régime de l'inégalité des salaires puisse régner sans que la production en souffre, il faudrait que les ouvriers aient un stimulant, une obligation d'ordre matériel ou d'ordre moral. Le stimulant d'ordre matériel ne pourrait exister que si l'on réservait aux ouvriers une part dans les bénéfices, moyen que Louis Blanc établit dans son système

d'ateliers sociaux, de sorte que chacun soit encouragé dans ses efforts par la perspective d'une somme de jouissances dont le taux dépend de la volonté de travail de chacun. Rien de semblable n'a lieu et ne peut avoir lieu dans le système individualiste. Il en est de même pour le stimulant d'obligation morale. L'obligation morale consiste dans le fait que l'ouvrier se sent contraint sans mesurer sa peine aux taux de son salaire, à fournir le maximum d'efforts. Voyons si le stimulant peut exister à l'heure actuelle. Aujourd'hui les ouvriers traitent isolément avec le patron ; il n'existe entre eux aucun lien de solidarité, et le caractère de l'œuvre commune qu'ils poursuivent, œuvre stigmatisée par l'union intime de leurs efforts, leur échappe. Ils n'ont qu'un intérêt strictement égoïste borné au salaire qu'ils perçoivent. On ne saurait parler pour l'ouvrier d'amour-propre, de souci de considération et de probité vis-à-vis de ses camarades, sentiments qui pourraient être garants de son entraînement au labeur.

Qui, parmi les travailleurs aurait intérêt à ce que le voisin remplisse consciemment sa journée de travail ? Que leur importerait que tel camarade ne déployât pas toute son activité on ne la déployât pas du tout, et s'adonnât à la paresse ? La paresse, qui dans le système d'étroite association paraîtrait un crime, c'est l'affaire du patron, c'est à lui à s'en débarrasser, cela ne regarde nullement les travail-

leurs : c'est pour ces raisons que Louis Blanc veut l'inégalité des salaires. « Il est manifeste que là où les travailleurs ne sont attachés l'un à l'autre par aucun lien, les rétribuer également, ce serait une prime à la paresse et détendre le ressort de l'activité individuelle » (3 avril). Le 29 avril, il parle à peu près dans les mêmes termes. « Ainsi dans un pareil système, introduire l'égalité des salaires ce serait évidemment encourager énormément la paresse. Aussi jamais de la vie ai-je proposé d'introduire l'égalité des salaires pour l'individu considéré isolément. » Bien plus, instituer l'égalité des salaires serait aller à l'encontre de la justice, car se serait établir une sorte de monopole au profit des moins actifs, monopole dont souffriraient les plus dignes d'intérêt. C'est donc bien un but uniquement pratique qui force Louis Blanc à maintenir l'état actuel des choses, c'est la nécessité d'avoir un stimulant suffisamment puissant pour ne pas diminuer la production. « Dans le régime d'individualisme où nous vivons en ce moment, l'inégalité des salaires est un stimulant indispensable. » (3 avril).

II. — *L'égalité des salaires*

« L'égalité des salaires n'a été indiquée par nous qu'en vue d'un régime tout différent de celui d'au-

jourd'hui, qu'en vue d'un régime d'association et d'étroite solidarité. » (3 avril).

Telles sont les conditions de possibilité d'existence pour le système de l'égalité des salaires, conditions réalisés dans l'atelier social.

Nous avons dit à propos de l'égalité que la seule égalité vraie pour Louis Blanc était l'égalité proportionnelle. S'agit-il dans l'atelier social de cette égalité ou de l'égalité absolue ? D'après les discours du Luxembourg, c'est de cette dernière qu'il s'agit dans un même atelier : tous les membres auraient la même rémunération ; dans ses *Questions d'aujourd'hui et demain*, il nous dit que l'égalité absolue est désirable dans un même atelier ; elle lui paraît conforme à l'organisation démocratique (Voir *Quest.*, V. p. 42). Mais très souvent, selon la deuxième partie de la formule « à chacun selon ses besoins », l'égalité proportionnelle lui paraît préférable. Cette proportionnalité, il l'applique non dans un même atelier, mais pour les ateliers de même industrie dans de villes différentes ; cette conception est plus conforme à l'équité : les conditions de la vie variant avec chaque centre de production, les salaires doivent suivre la même variation. « On établirait dans tous les ateliers de même industrie un salaire, non pas égal, mais proportionnel, les conditions de la vie matérielle n'étant pas identiques sur tous les points de la France » (20 mars).

Du reste, ne l'oublions pas, Louis Blanc ne présente pas l'égalité des salaires comme la réalisation d'un principe de justice absolue, et s'il l'applique au régime d'association et de solidarité, ce n'est que comme procédé transitoire. La raison nous est donnée dans son discours du 29 avril, « or, si l'on doit exiger de chacun selon ses forces, il n'est pas juste de donner à chacun autrement que selon ses besoins. » C'est conforme à sa formule type de société idéale. L'égalité absolue ne répond pas à cette idée : celui qui a le plus de besoins est traité comme celui qui en a le moins, ce qui est souverainement injuste. Pourquoi alors parler d'égalité absolue, même comme procédé transitoire ? C'est que Louis Blanc veut être fidèle à sa ligne de conduite, qui est de procéder par étapes ; peut-être aussi était-il embarrassé pour nous donner une solution pratique du problème. Quoi qu'il en soit, le président de la commission du Luxembourg voit dans cette égalité un acheminement vers son idéal, pour le moment irréalisable ; par elle, il nous montre le chemin « qui conduira graduellement par l'éducation des esprits et des cœurs à la réalisation de ce principe » (29 avril) « à chacun selon ses facultés, à chacun selon ses besoins, » car si ce principe est irréalisable, cela tient à la mauvaise direction des habitudes et à la fausseté des notions générales.

Cette égalité, quoique imparfaite, constitue un

grand progrès dans cette marche en avant ; c'est une transition entre la *proportionnalité fausse* et la *proportionnalité vraie*. La « *proportionnalité fausse* est celle que nous possédons aujourd'hui et qui consiste dans la rétribution mesurée à la capacité, proportionnalité contre laquelle le genre humain a toujours protesté. La *proportionnalité vraie* est celle qui consiste dans la rétribution mesurée aux besoins. L'égalité des salaires est donc une amélioration. « Quand je demande que le principe de l'égalité du salaire soit proclamée, vous comprenez que cela ne réalise pas le véritable principe ; mais je dis qu'il y a là un acheminement à la réalisation du principe véritable, parce qu'on détruit le rapport injuste, le rapport inique qui a été établi jusqu'ici dans la société entre les facultés qui correspondent à l'homme actif et la rétribution qui correspond à l'homme passif, c'est-à-dire à l'homme qui a besoin, et non pas à l'homme qui a des forces » (29 avril).

Le système de l'égalité des salaires présente un autre avantage, celui d'être « un principe d'ordre ». Il est « comme une garantie de la durée de l'association » (3 avril) et par cela même, vaut la peine d'être essayé. Il supprime tout motif de haine et de jalousie et facilite l'existence des liens de solidarité et de fraternité, « rien n'étant plus propre que l'inégalité à faire naître des divisions, à susciter l'envie, à engendrer la haine (3 avril).

Louis Blanc est allé au devant de quelques objections que l'on pouvait opposer au principe de l'égalité des salaires : le 20 mars il répond à celle consistant à dire que l'égalité ne tenait pas compte des aptitudes diverses.

Pour lui, « si les aptitudes peuvent régler la hiérarchie des fonctions, elles ne sont pas appelées à déterminer des différences dans la rétribution. » (20 mars.) Le contraire serait dénaturer le pouvoir, le rabaisser, ce serait méconnaître la grandeur des fonctions que d'en mesurer l'importance à celle du gain : « qui gouverne est tenu de se dévouer », nous dit-il, dans un article du *Journal des Débats* (*Débats*, 17 fév. 1845). D'ailleurs, c'est introduire dans la hiérarchie en même temps qu'un principe d'ordre, un principe de discipline que de faire du désintéressement une condition de pouvoir ; nous savons qu'après les premières années, les chefs sont élus par leurs pairs ; l'égalité du salaire sera une certitude de plus pour prévenir les candidatures que provoqueraient les convoitises du gain ; elle coupera court d'une façon plus efficace aux ambitions des médiocrités cupides. Le pouvoir deviendra plus digne de respect et sera moins sujet à l'envie ; les aptitudes ne seront plus déclassées et le mérite ayant fait place à l'intrigue, les avis des chefs n'en seront que plus écoutés. C'est en un mot « convier à l'exercice de l'autorité ceux qui s'y sentent appelés par le

besoin de développer les hautes facultés de leur esprit et d'appliquer à des idées utiles : c'est faire de l'obéissance un acte de gratitude. » (*Débats*, 17 février 1845.) Ce système renforcera dans les esprits l'idée du devoir, si cher à Louis Blanc, en indiquant aux plus forts que leur devoir est de protéger les plus faibles, et que si la nature les a dotés de capacités exceptionnelles, c'est pour les mettre au service de leurs semblables. « Il doit plus, celui qui peut davantage. » (Discours du 20 mars.)

Autre objection au-devant de laquelle va Louis Blanc : Est-ce que cette égalité de rétribution ne va pas tuer l'émulation et par là abaisser la production ?

Dans le régime d'association, l'égalité des salaires ne saurait avoir semblable résultat, car les ouvriers ne sont pas juxtaposés ; ils sont solidaires. Il existe entre eux ce que Louis Blanc appelle *le Point d'Honneur du travail* (Disc. du 20 mars.) Ce point d'honneur est très important ; il est la base sur laquelle repose le système de l'égalité des salaires, et joue le rôle de stimulant dans l'association au même titre que l'égalité des salaires dans l'individualisme. Mais ici c'est un stimulant moral de même ordre que l'idée dont Louis Blanc se sert pour diriger la production dans sa société idéale.

Louis Blanc affecte d'y avoir une très grande confiance : c'est un ressort d'une énergie souveraine. « Qui oserait ne pas payer sa dette de travail, quant

à l'égard de ses associés, sa paresse serait une lâcheté, un vol ? » (3 avril). Le caractère d'infamie qui stigmatiserait la nonchalance de l'ouvrier suffirait à lui redonner de l'activité. Voilà en quoi consiste ce point d'honneur du travail. Ce stimulant comme tous ceux qui reposent sur un sentiment paraît assez faible vu la classe de la société à laquelle il s'adresse ; il faut encore une certaine instruction et une éducation assez raffinée pour arriver à ce degré de développement du côté sensible de l'homme. Louis Blanc semble s'en apercevoir, car à côté de ce stimulant, il nous en indique d'autres d'ordre différent, qui n'ont pas, à vrai dire, une valeur plus réelle : dans son discours du 3 avril il nous parle « de l'entraînement physique et presque machinal qui fait aller du même pas une multitude en marche », de « l'électricité morale qui se dégage du contact d'hommes associés, coopérant à une œuvre commune sous l'empire d'une même idée, sous l'impulsion d'un même sentiment. » Le stimulant le plus fort serait encore le quart qu'il réserve aux ouvriers dans la répartition des bénéfices communs, quart que tous les travailleurs se partageront également entre eux et dont ils auront intérêt à augmenter le taux.

Mais ici encore il est obligé de compter avec l'impression morale que doit produire le point d'honneur du travail pour donner à l'activité ouvrière son maximum d'intensité. car s'il y a des paresseux, il

n'existe aucun remède pour réparer le dommage matériel que ceux-ci occasionnent à la communauté ; bien que travaillant moins, ils doivent avoir les mêmes droits que les actifs dans la répartition des bénéfices, sinon le système s'écroule puisqu'on est forcé de revenir à l'inégalité. Le point d'honneur seul peut rétablir l'équilibre et Louis Blanc éprouve le besoin d'y insister. « Que celui d'entre vous, qui ayant part aux bénéfices communs, n'y contribuera pas par son travail, que celui-là soit déclaré infâme, et je mets en fait qu'aucun d'eux ne s'exposera à cette note d'infamie. » (29 avril.)

Est-ce que cette égalité des salaires ne descendra pas au niveau d'un minimum ? Louis Blanc ne le pense pas ; dans son discours du 29 avril il nous dit que chaque ouvrier recevra « le maximum augmenté de la part des bénéfices ». Sur quoi se base-t-il ? Sur des raisons que nous connaissons déjà, et qui ne répondent qu'indirectement à la question : il part, suivant une habitude qui lui est chère, de la critique de la concurrence qui entraîne une énorme déperdition de forces alors qu'avec l'association « les richesses seraient plus que centuplées, » grâce à une habile convergence des efforts jusqu'ici isolés et mal dirigés. Grâce à cet accroissement le niveau serait non pas le plus bas mais le plus élevé possible : dans son discours du 29 avril, nous lisons que « l'égalité ne consiste pas dans l'abaissement du niveau, mais

dans son élévation progressive et indéfinie. » Peut-être comptait-il sur l'économie résultant de la production en commun. En tous cas ce ne sont là que des affirmations ; c'est encore une simple affirmation qu'il nous donne dans son discours du 3 avril, quand il nous dit « notre conviction profonde, au contraire, est que l'égalité en tant qu'elle se combinerait avec l'association, assurerait à chacun le maximum de salaires d'aujourd'hui. Il s'agit pour nous, non pas l'abaisser, mais d'élever de plus en plus le niveau du bien-être. » Ces opinions auraient besoin d'être appuyées sur des faits précis et éprouvés

III. — *Base du salaire.*

Quelle serait la base du salaire ? Louis Blanc ne nous dit rien à ce sujet dans ses discours du Luxembourg. Dans l'appendice de son *Histoire de la Révolution de 1848*, il aborde cette question, mais d'une façon indirecte, méthode dont nous avons vu plus haut un usage et qu'il semble devoir employer toutes les fois que le sujet présente des difficultés. Il examine la loi des salaires dans le régime de la concurrence, et constate que sa base est le rapport de l'offre à la demande. De ce fait il résulte que « la rémunération du travail se borne à ce qui est strictement nécessaire au travailleur pour qu'il ne s'éteigne pas d'ina-

nition ». (*Révolution 1848*, II, p. 291-292). Cette loi est injuste ; les individualistes la considèrent comme nécessaire, mais Louis Blanc ne saurait admettre que ce qui est unique et nécessaire, car il est possible de trouver une meilleure base dans un régime différent. Il rappelle toujours son idéal. Mais en ce qui concerne l'état transitoire actuel, la question devient embarrassante à tel point qu'il est obligé d'admettre la variabilité des salaires dans leur égalité.

« De ce qu'un objet est variable, il suit qu'on ne saurait l'évaluer invariablement, mais il ne s'en suit en aucune façon qu'il y ait impossibilité de l'évaluer à tel ou tel moment donné en le suivant dans ses variations successives » (*op. citat.*, p. 295).

A quelle loi obéirait cette variabilité ? Quel serait le guide qui permettrait d'établir la mesure des salaires ? Louis Blanc nous dit seulement que les associations « auraient à prendre en considération l'état du monde industriel et l'obligation de tenir tête à l'industrie privée, jusqu'à ce qu'elle eût été peu à peu attirée dans le giron de l'association ». (*op. cit.*, p. 295).

C'est tout ce que Louis Blanc nous dit sur cette question de la fixation des salaires.

CHAPITRE XII

Le capital et l'intérêt du capital

La question des salaires avec celle de l'intérêt du capital et des frais d'entretien est pour Louis Blanc d'une importance capitale. C'est le premier prélèvement à opérer sur les ressources de l'association, les autres opérations et dispositions financières étant subordonnées à celle-là. Après le prélèvement du prix des salaires, de l'intérêt du capital, des frais d'entretien et de matériel, le bénéfice serait ainsi réparti :

$\frac{1}{4}$ pour l'amortissement du capital appartenant au propriétaire avec lequel l'Etat aurait traité ;

$\frac{1}{4}$ pour l'établissement d'un fonds de secours destiné aux vieillards, blessés, malades, etc...

$\frac{1}{4}$ à partager entre les travailleurs à titre de bénéfice, comme il sera dit plus tard ;

$\frac{1}{4}$ pour la formation d'un fonds de réserve dont la destination sera indiquée plus bas.

Ainsi serait constituée l'association dans un atelier (20 mars).

Dans ce chapitre nous ne nous occuperons que du paiement de l'intérêt du capital et de l'amortissement du capital, nous réservant d'examiner dans la suite la répartition des autres quarts.

L'association devra payer un intérêt aux industriels qui auront traité avec l'Etat pour l'achat des usines. Nous avons déjà vu que faute de ressources disponibles, les vendeurs auront hypothéqué sur leurs biens vendus, et qu'il leur sera servi un intérêt fixe. Il en sera de même des propriétaires de manufactures qui entreront par la suite dans l'association. Mais à côté de ces créanciers il en existe une seconde catégorie : ce sont les capitalistes que Louis Blanc invite à apporter des capitaux à l'association ; ceux-ci recevront comme les autres un intérêt fixe, une rente, sans participer aux bénéfices à moins qu'ils n'entrent dans l'association en qualité de travailleurs. Si Louis Blanc fait appel aux capitalistes c'est qu'il estime que le capital est indispensable au travail, et que de cette façon il favorisera l'extension des ateliers sociaux. C'est une mesure qui s'impose.

Mais s'il en est ainsi, on est en droit de se demander pourquoi Louis Blanc du moment où il juge le capital tellement nécessaire aux besoins de sa cause, ne favorise pas son influence, en admettant les capitalistes au partage des bénéfices concurremment avec

les ouvriers. Une telle mesure semblerait être d'une politique avisée et d'une utilité incontestable. Pourquoi n'a-t-il pas procédé ainsi ? C'est qu'il juge la participation du capital aux bénéfices inutile et injuste.

La participation du capital aux bénéfices serait inutile.

Sans doute, en admettant le capital aux bénéfices, l'attrait pour les particuliers serait plus grand, mais la question est de savoir si pour encourager ces derniers, il ne suffirait pas de leur offrir de leur argent un intérêt plus considérable que celui que l'Etat sert aujourd'hui aux rentiers. « Si oui, pourquoi devrait-on se montrer plus généreux ? Car si cela doit suffire, aller au delà serait une folie, puisque ce serait sacrifier sans utilité la rigueur des principes. (Louis Blanc. *Organ. du trav.* dans *Quest.* IV, p. 273-274.)

En outre, les capitalistes devront compter avec les difficultés toujours plus croissantes de placements autres que ceux que leur offre l'association, car les ateliers sociaux progresseront d'une façon intensive, et absorberont l'industrie privée ; ils deviendront ainsi les seuls débouchés, les seules sources de revenus. Louis Blanc nous dit même que le taux de l'intérêt du capital quoique fixe, ne serait pas invariable ; il serait uniforme pour un certain nombre d'années, mais rien n'empêcherait de le modifier

législativement à des époques déterminées. Mais alors, si cela doit se passer de cette façon, si les capitalistes n'ont pas le droit de disposer de leur argent, pourquoi les ménager en leur donnant un intérêt relativement aussi élevé ? Il semble que l'Etat pourrait fixer un taux inférieur à celui qu'il sert aux rentiers, sans avoir à craindre une influence néfaste sur le succès des associations. Pour justifier sa conduite, Louis Blanc va chercher des raisons dans le caractère provisoire des réformes proposées, dans le besoin et même dans le devoir qui s'impose « de réformer la société sans la bouleverser », de « préparer l'avenir, en un mot, sans rompre définitivement avec le passé ». (Louis Blanc. *Quest.*, IV, p. 273-274.) Ce sont des raisons bien vagues et par suite peu décisives ; on y sent l'hésitation du président de la commission, et son peu de confiance dans la réussite de son plan.

Passons à la deuxième partie de la démonstration : la participation des capitalistes aux bénéfices serait contraire à la justice.

La question peut se poser ainsi : du moment où le capital est indispensable au travail, ne serait-il pas juste que dans les bénéfices de l'atelier le capital ait sa part tout au moins sous le nom d'intérêt puisque l'intérêt est la récompense des services rendus par le capital ? Louis Blanc répond qu'admettre un pareil raisonnement est un pur sophisme, c'est aller à l'en-

contre de la justice. Il explique cette idée en faisant une distinction, dont la subtilité fait honneur à son esprit, entre le capital et le capitaliste, et cette distinction forme la base de sa théorie. « Il est très vrai que sans le capital, le travail serait impossible ; mais ce n'est pas au capital qu'on paie l'intérêt, c'est au capitaliste. Or, capital et capitaliste sont deux choses parfaitement distinctes ». (Louis Blanc, *Social. Quest.*, IV, p. 225-226.) Pour Louis Blanc, le capital peut très bien exister sans le capitaliste. Il explique cela en disant qu'au lieu d'imaginer le capital réparti en un très grand nombre de mains, on pourrait le supposer appartenant indivisément à une collectivité ; dans cette hypothèse, l'association propriétaire du capital, travaillerait sur ce capital, et n'aurait pas à en payer l'intérêt puisqu'il n'y aurait aucun intermédiaire entre elle et le capital, puisqu'il n'y aurait pas de capitalistes. Cette raison n'a pas grande force. En premier lieu, dans ce cas, la personne du capitaliste n'est pas supprimée ; le capitaliste ici, c'est l'association, si elle payait un intérêt ce serait à elle-même qu'elle le paierait, elle n'aura pas d'intérêt à payer, car ayant toutes les ressources disponibles entre ses mains, elle ne sera pas obligée de recourir à l'emprunt ; ce n'est que parce qu'on emprunte qu'on paie un intérêt, et si on paie un intérêt c'est à une personne et non à une chose ; du jour où le capital ne sera plus susceptible d'ap-

propriation privée, il est évident que l'emprunt, et par suite l'intérêt, n'existeront plus, puisque le capital appartiendra à tout le monde. Tant qu'un pareil fait ne se sera pas produit, il semble légitime de la part du capitaliste d'exiger une rémunération pour un service qu'il est susceptible de rendre ; on ne peut le nier sans porter atteinte à la formation du capital. D'ailleurs, si on admet dans toute sa rigueur le raisonnement de Louis Blanc, on pourrait lui faire la même objection que précédemment à propos de l'utilité de l'intérêt : non seulement il n'est pas nécessaire de faire participer le capital aux bénéfices, mais encore il faut se garder de lui servir le moindre intérêt, car c'est diminuer d'autant la part de chaque associé dans les bénéfices.

Louis Blanc, tout en reconnaissant une certaine utilité au capital, ne lui attribue pas la prépondérance qu'il donne au travail. Selon lui, la société peut relativement se passer des capitalistes, alors qu'elle ne peut se passer des travailleurs : le travail meurt avec le travailleur, le capital survit au capitaliste, d'où il résulte entre ces deux facteurs de la production, une différence dans le degré d'importance au profit du premier. Ce jugement vient renforcer la théorie de Louis Blanc sur l'inopportunité de la participation du capital aux bénéfices, car partant d'une telle conception il serait injuste d'établir une parité entre le capital et le travail ; la société ne trouverait

évidemment aucun profit à mettre sur la même ligne les services impersonnels que lui rend le capitaliste et les services personnels que lui rend le travailleur. « L'existence des sociétés ne dépend pas des premiers (capitalistes) d'une façon absolue, tandis qu'elle dépend d'une façon absolue des seconds (travailleurs). Dès lors n'est-il pas manifeste que si les seconds sont moins bien traités que les premiers, cela vient de ce que les notions du juste et du vrai ont été renversées et de ce que la civilisation a fait fausse route ? » (Louis Blanc. *Quest.*, IV, p. 272-273.)

Le travailleur doit avoir un meilleur traitement que le capitaliste, non seulement à cause de son utilité plus grande, mais parce que sa situation est plus intéressante : Louis Blanc voit dans le travailleur un homme qui a besoin de gagner sa vie et qui dirige tous ses efforts vers ce but : ne pas mourir de faim ; le capitaliste ne stipule qu'en vue d'augmenter ses ressources parfois déjà considérables et pour cela spéculé sur les besoins du travailleur qui devient en quelque sorte un opprimé. En leur interdisant participation aux capitalistes, Louis Blanc veut remédier à cet état de choses qu'il juge inique et contraire à la liberté.

CHAPITRE XIII

Association entre les ateliers d'une même industrie

L'atelier social une fois établi, l'œuvre réformatrice n'est pas terminée ; il reste « à étendre l'association entre tous les ateliers d'une même industrie, afin de les rendre solidaires l'un de l'autre » (20 mars).

Cette association est nécessaire. L'atelier social a tué la concurrence en faisant concurrence à l'industrie privée ; si on laissait sans lien les ateliers d'une même industrie la concurrence existerait entre eux, et le problème de la solidarité des intérêts serait incomplètement résolu puisque l'antagonisme subsisterait. Pour réaliser cette solidarité deux conditions seront suffisantes selon Louis Blanc. La première a trait à la détermination du prix de revient des produits sortant des ateliers sociaux ; la seconde concerne la fixation des salaires (20 mars).

I. — *Détermination du prix de revient.*

« D'abord, nous dit Louis Blanc, on déterminerait le prix de revient ; on fixerait eu égard à la situation du monde industriel, le chiffre du bénéfice licite au-dessus du prix de revient, de manière à arriver à un prix uniforme et à empêcher toute concurrence entre les ateliers d'une même industrie » (20 mars). Ainsi le prix de revient serait constitué par deux éléments : le prix de revient proprement dit et une somme représentant le bénéfice auquel a droit tout producteur en récompense de sa peine.

La fixation du prix de revient proprement dit ne présente pour Louis Blanc aucune difficulté. Dans son *Histoire de la Révolution de 1848*, il nous énumère les composants de ce prix, qui sont au nombre de trois : 1^o les salaires payés ; 2^o le prix des matières premières mises en œuvre ; 3^o le loyer des capitaux, c'est-à-dire l'intérêt du capital versé par les particuliers. (Louis Blanc. *Hist. de Révol. de 48*, II, p. 288.) Il suffit d'additionner les chiffres afférents à ces trois éléments et le total sera le montant du prix du revient. L'opération ne souffre jusqu'ici aucune difficulté. Elle n'est pas nouvelle, car les industriels à l'heure actuelle n'agissent pas autrement. Mais où les difficultés se dressent, c'est quand on fait observer à Louis Blanc que les chiffres correspondant à ces trois

composants varient suivant les lieux de fabrication ; l'uniformité des prix est alors gravement compromise. Cependant il nous parle de l'uniformité comme condition *sine qua non* de la destruction de la concurrence entre les ateliers ; sans l'existence de la solidarité son système s'écroule. Voyons de quelle façon procède Louis Blanc ; nous allons examiner successivement les éléments du prix de revient.

Pour les salaires nous verrons plus longuement dans le chapitre suivant, que si Louis Blanc veut un salaire égal dans un même atelier, il revient à la proportionnalité pour les ateliers sociaux ; les salaires varieront avec chaque centre de production suivant le degré de cherté de la vie.

Pour les matières premières les chiffres diffèrent forcément pour des raisons dues soit aux frais de transport variant suivant le degré d'éloignement des usines du lieu d'origine de ces matières, soit aux facilités plus ou moins grandes d'extraction ou de production de ces matières.

Le troisième élément seul est plus stable, puisque pour une certaine durée de temps tout au moins, le taux de l'intérêt est fixé et que sa variabilité, si elle est admise, est périodique.

Dans ces conditions il semblerait opportun pour sauvegarder l'uniformité, d'opérer de la façon suivante : ne pouvant adopter les prix les plus bas, et encore moins les plus élevés, il paraît tout indiqué

de prendre une moyenne entre ces deux limites ; on établirait aussi une balance qui rétablirait l'équilibre. Est-ce l'idée adoptée par Louis Blanc ? Nous ne pouvons rien dire à ce sujet, car le président de la commission du Luxembourg ne nous fournit aucun renseignement. Nulle part dans ses écrits ou dans ses discours on ne trouve la trace d'une solution pratique. Il se contente de nous annoncer que chaque objet serait tarifé uniformément pour tous les ateliers de la même industrie.

Est-ce que cette uniformité implique la fixité ? Non, car dans l'établissement de la base commune aux prix de leurs travaux, les ateliers sociaux auront à prendre en considération l'état du monde industriel ; leurs prix devront être inférieurs à ceux des industries privées ; car il ne faut pas oublier que les associations devront tenir ces dernières en échec, afin de pouvoir les absorber. « Mais il va sans dire que dans l'adoption de cette base commune — et non invariable — elles auraient à prendre en considération l'état du monde industriel, et l'obligation de tenir tête à l'industrie privée, jusqu'à ce qu'elle eût été peu à peu attirée dans le giron de l'association. (Louis Blanc. *Hist. de Révol.* 48, II, p. 255.)

Le tarif des ateliers sociaux offrira une excellente garantie au consommateur, car il sera établi suivant des données scientifiques. Aucune part ne sera laissée à l'arbitraire comme cela a lieu actuellement,

et ici de même que dans la question des salaires, Louis Blanc fait le procès de la concurrence qui par son essence même ne procure aucune sûreté. « Ce ne sera plus la concurrence qui fixera les prix, ce sera la prévoyance de l'Etat ; nous remplaçons le gouvernement du hasard par celui de la science » (20 mars). De cette façon l'Etat devient le régulateur du marché, alors que la concurrence, se basant sur la loi de l'offre et de la demande, ne règle absolument rien ; « la concurrence fait de tout marché un guet-apens. » (Louis Blanc. *Organis. du trav.* dans *Quest.* IV, p. 276.) C'est un guet-à-pens, car tantôt le producteur est obligé de vendre à perte dans les crises de surproduction, tantôt il rançonne le consommateur.

Cette situation équivoque ne dure qu'un temps, et la condition du consommateur finit par devenir précaire, car ce dernier arrive tôt ou tard à être rançonné ; en effet, la concurrence, nous l'avons déjà vu lors de la critique de l'individualisme, aboutit au triomphe du plus fort, au règne du monopole. C'est pourquoi, bien que Louis Blanc ne paraisse pas très fixé sur le mode de détermination des prix, il n'hésite pas à prôner le régime nouveau, car il est basé sur la science. « Ainsi donc tout se réduit à savoir si, dans la fixation de la valeur des choses, l'examen ne vaut pas mieux que le hasard, la règle que l'ar-

bitraire, la loi que l'anarchie. » (Louis Blanc, *Quest.* IV, p. 294.)

II. — *Fixation provisoire des salaires*

Nous ne dirons que peu de chose sur cette question, à propos de laquelle nous avons donné des renseignements précédemment. Nous savons que les salaires égaux dans un même atelier doivent varier dans chaque centre industriel proportionnellement aux conditions de la vie matérielle. « On établirait dans les ateliers de même industrie, un salaire non pas égal, mais proportionnel, les conditions de la vie matérielle n'étant pas identiques sur tous les points de la France. » (20 mars).

Cette différence, qui est conforme à l'égalité proportionnelle si chère à Louis Blanc, repose, comme le prix de revient, sur une base scientifique ; ce n'est pas le simple rapport de l'offre et de la demande qui établit le taux des salaires, ce sont les données de l'expérience, mode plus conforme à la réalité.

C'est pour le travailleur une garantie de même ordre que celle offerte au consommateur dans la détermination des prix. En somme, ce sont les mêmes raisons que celles exposées dans la première partie de ce chapitre, qui plaident en faveur du nouveau moyen de fixation des salaires.

Afin de mieux resserrer les liens du solidarité entre les divers ateliers d'une même industrie, Louis Blanc veut établir au-dessus un atelier central. Cet atelier central aurait comme principale fonction de régulariser la production de chaque atelier, de l'augmenter ou de la diminuer suivant les circonstances ; tous les ateliers seraient comme des succursales de cet atelier central et devraient obéir à ses ordres. C'est la centralisation opérée dans l'industrie, centralisation que nous allons voir consommée dans le prochain chapitre, et qui aura sa source dans le conseil d'administration placé au sommet de tous les ateliers.

CHAPITRE XIV

Etablissement de la solidarité entre toutes les industries

De même qu'on a établi l'union entre les ateliers d'une même industrie, de même il est nécessaire de fonder la solidarité entre toutes les industries, de telle sorte que l'association englobe tous les membres de la société. Cette association générale de l'industrie est la condition souveraine de l'ordre : elle empêchera les haines, les jalousies entre les diverses branches de la production, et détruira l'antagonisme.

C'est la continuation de l'exécution du plan initial, l'application considérablement étendue de l'idée première. « La grande question, nous dit Louis Blanc, est de faire que chaque association se considère comme partie d'un tout, et ne soit point poussée par l'égoïsme à séparer son intérêt de celui de la masse des travailleurs. » (Stern, *Hist. de Révolut. de 1848*, II,

p. 570.) Si l'on s'arrêtait à une application plus restreinte du principe d'association, le but poursuivi serait manqué. Qu'arriverait-il, en effet ? C'est que telle association, tel groupe d'ateliers arriverait à se former dans l'unique but de grossir ses profits particuliers, et une fois enrichis, les membres de ce groupe ne tarderaient pas à prendre eux-mêmes à leur service des ouvriers et à se faire bourgeois. Ce serait retomber dans l'erreur contre laquelle lutte Louis Blanc.

C'est pour cette raison qu'il faut étendre le plus possible le principe d'association et ne pas s'arrêter seulement à l'union de tous les ateliers d'une même industrie.

Pour réaliser cette solidarité entre toutes les industries diverses, entre les membres de la société, Louis Blanc a recours à l'emploi des deux derniers quarts dont nous avons parlé au chapitre XII, le quart à partager entre les travailleurs à titre de bénéfices, et le quart pour la formation d'un fonds de réserve.

Deux conditions pour cela sont indispensables :

1° Faire la somme totale des bénéfices de chaque industrie et cette somme totale la partager entre tous travailleurs ;

2° Des divers fonds de réserve dont on a parlé plus haut, former un fonds de mutuelle assistance entre toutes les industries. Ainsi serait formé un

grand capital qui appartiendrait à tous collectivement. (Louis Blanc, discours du 20 mars.)

Examinons ces deux conditions.

I. — *Somme totale des bénéfices de chaque industrie.*

De la phrase du discours de Louis Blanc, il résulte que les bénéfices de chaque atelier appartiendront non pas aux ouvriers qui la composent, mais à toute la société. Il semble qu'il y ait ici quelque chose d'impossible : l'existence des bénéfices : Si toutes les industries sont associées, comment peut-on parler de bénéfices ?

Dans toute production il y a un produit brut correspondant au prix de revient, et un produit net, correspondant au prix de vente. La différence entre ces deux produits constitue le bénéfice proprement dit. Ce bénéfice est dû à ce fait que l'acheteur subit une perte dont profite le vendeur, et il obéit à la loi de l'offre et de la demande ; il implique donc un rapport de rivalité et d'antagonisme. Dans l'association, les choses ne se passent pas ainsi : on ne saurait parler de produit net, mais seulement de produit brut. Comment, en effet, un associé pourrait gagner sur son associé puisque l'opposition entre eux, condition nécessaire de l'existence du gain, est rempla-

cée par la solidarité ? La loi de l'offre et de la demande est supprimée ; son annulation doit donc entraîner celle du bénéfice ?

Louis Blanc reconnaît le bien fondé de cette objection. Mais il nous dit qu'elle s'appliquerait seulement dans le cas où tous les membres de la société, tous, sans en excepter un seul, seraient associés : l'intérêt, la rente, seraient alors supprimés, et l'identité entre le produit brut et le produit net serait complète. « Pour que la société n'ait plus à faire de bénéfices, il faut qu'elle cesse d'être divisée en plusieurs sociétés dont l'une cherche à *gagner* sur l'autre. Jusqu'à là il y a un produit *brut* et un produit *net* ; jusqu'à là, il peut y avoir, et il y a nécessairement, des bénéfices à partager. » (Louis Blanc. *Hist. de Revol.* 1848, II, p. 258.) Or, ne l'oublions pas, le système que Louis Blanc nous expose doit se développer dans un ordre de société, où les associations auront affaire pour un certain temps « à une société morcelée et en concurrence anarchique », et cela jusqu'à la complète transformation de la société. Tant que les ateliers sociaux lutteront contre les industries privées il y aura rivalité, d'où possibilité d'un profit à faire. Ceci est conforme au caractère provisoire de son projet, c'est uniquement à cette situation transitoire que cette répartition des bénéfices doit s'appliquer.

II. — *Fonds de mutuelle assistance*

Les fonds de réserve dont nous parle Louis Blanc et qui doivent constituer pour les ateliers « un fonds de mutuelle assistance », ont en réalité un double but à remplir :

1° L'établissement d'un fonds de mutuelle assistance ;

2° La formation d'un capital collectif.

Fonds de mutuelle assistance. — Il peut se produire dans l'œuvre de la production des engorgements, des crises qui pourraient compromettre le succès de l'association. C'est pour parer à de telles éventualités que le fonds de mutuelle assistance est institué. Telle industrie qui, une année, se trouverait en souffrance, serait secourue au moyen de ces fonds, c'est-à-dire avec l'aide des industries prospères ; leur assistance est essentielle dans le système de Louis Blanc.

La richesse du pays ne fera qu'y gagner, puisque l'on évitera les faillites et les banqueroutes. Elle facilitera la cohésion entre les diverses industries, et accroîtra considérablement leur puissance dans la lutte qu'elles auront à soutenir contre les usines non embrigadées dans l'association : ces derniers, en effet, il est à peine besoin de le dire, ne participeront pas à la jouissance de ce fonds de

mutuelle assistance qui doit être réservé aux seules industries « socialement organisées » ; le contraire serait une absurdité et irait à l'encontre de la justice puisque les ateliers sociaux seuls abandonnent une part de leurs bénéfices.

Formation d'un capital collectif. — Les réserves accumulées formeraient aussi un capital ; ce capital, inaliénable et sans cesse grossissant, appartiendrait, comme son nom l'indique, à tous collectivement ; il présenterait des avantages considérables : il serait une aide puissante pour l'extension de l'association et viendrait s'ajouter au capital apporté par les particuliers jusqu'à ce qu'il finisse par le remplacer tout à fait.

Nous savons que les associations ne sont point forcées ; elles sont libres et doivent être ouvertes à tout le monde ; ce capital facilitera l'accès de l'atelier en permettant l'achat d'instruments de travail toujours nouveaux qui seront fournis gratuitement aux travailleurs. Instituer ce capital c'est donc faire un pas vers la liberté, puisque c'est fournir à l'homme les moyens de développer sa nature. C'est également un pas vers la gratuité du crédit ; dans le projet de loi qu'il devait soumettre à l'assemblée, Louis Blanc nous dit que ce capital « serait le seul moyen d'arriver à tuer l'usure, grande ou petite, et de faire que le capital ne fut plus un élément de tyrannie, la possession des instruments de travail

un privilège, le crédit une marchandise, le bien-être une exception, l'oisiveté un droit. »

A qui incomberait le soin de répartir ce capital ?

A un conseil d'administration placé au sommet de tous les ateliers. Tout porte à croire que ce conseil serait analogue à celui de l'association agricole dont Louis Blanc nous parle au tome IV de ses *Questions d'aujourd'hui et de demain* ; il comprendrait sept membres qui seraient élus par les associés, comme les chefs d'ateliers ; le principe de l'élection ne fait aucun doute, il est conforme aux idées de Louis Blanc. Ce conseil, d'ailleurs, n'aurait pas que ces seules attributions ; il aurait encore à établir et à diriger les rapports entre les divers ateliers réunis ; il serait le grand régulateur de la production et veillerait à l'observation des règlements des ateliers. « Dans ses mains, nous dit Louis Blanc, seraient réunies les rênes de toutes les industries, comme dans la main d'un ingénieur nommé par l'Etat serait remise la direction de chaque industrie particulière ». (Discours du 20 mars).

Il nous reste maintenant à voir le rôle de l'Etat dans l'association.

CHAPITRE XV

L'Etat dans la doctrine et le système de Louis Blanc

La part que Louis Blanc donne à l'Etat dans son œuvre de réorganisation de la société est des plus importants : c'est lui qui doit entreprendre cette œuvre, qui doit fonder l'association. Nous allons étudier la théorie de l'Etat dans la doctrine générale de Louis Blanc ; nous apprécierons son rôle dans le fonctionnement des ateliers sociaux ; nous avons déjà parlé de cette intervention au cours de l'exposé du système en examinant les objections qui ont été soulevées.

L'intervention de l'Etat est nécessaire : lui seul peut, en établissant l'association, faire régner la liberté, permettre l'application de la formule « De chacun selon ses facultés, à chacun selon ses besoins ». Nous savons que pour réaliser la liberté, qui consiste, répétons-le, non seulement dans le droit mais dans le pouvoir donné à chacun de développer com-

plètement ses facultés, il faut que la société fournisse à chacun de ses membres les moyens nécessaires à ce développement : ces moyens, nous l'avons vu, sont l'instruction et les instruments de travail. Comment ces moyens seront-ils mis à la disposition de l'homme ? Quel est l'organe qui se chargera de cette transmission ? C'est l'Etat. Le rôle de l'Etat semble tout indiqué : il doit servir d'intermédiaire entre la société et l'individu. Cela tient sans aucun doute à son essence même qui fait de lui l'unique représentant de la nation.

« Or, comment la société peut-elle procurer à chacun de ses membres l'instruction et les instruments de travail, si ce n'est par l'Etat qui représente la société et la résume ? » (Louis Blanc. *Catéch. social* dans *Quest.* V, p. 223.) De plus, la raison d'être de l'Etat, son origine tiennent en entier dans ce fait : l'établissement de la liberté. L'Etat n'a été formé que pour empêcher l'oppression de l'individu.

« L'origine de l'Etat, en principe, se lie donc essentiellement au besoin de se garantir de la tyrannie, et il perd sa raison d'être quand il est autre chose que la société elle-même agissant *comme société* pour empêcher quoi ? L'oppression. Pour établir ou maintenir quoi ? La liberté. » (Louis Blanc, *l'Etat et la Commune*, p. 27.) C'est donc à l'Etat personnifié par le pouvoir exécutif — et ceci est un fait bien établi — qu'incombe le devoir de fournir

à l'individu les instruments de travail et l'instruction, conditions indispensables du règne de la liberté, de sorte que l'on peut dire que la doctrine de Louis Blanc repose sur une base formée par l'association et l'intervention tutélaire de l'Etat.

Pour que l'Etat soit susceptible de remplir le but indiqué par Louis Blanc, il faut qu'il soit organisé démocratiquement, Louis Blanc ne conçoit pas d'autre Etat que l'Etat démocratique, car tout pouvoir qui n'est pas de cette nature est incapable d'assurer la liberté ; dans les autres régimes il n'y a place que pour la tyrannie concentrée, soit dans la main d'un seul homme, comme dans la monarchie, soit dans les mains de quelques-uns, comme dans l'aristocratie,

Bien au contraire « l'Etat dans un régime démocratique, c'est le pouvoir de tout le peuple, servi par ses élus, c'est le règne de la liberté. » (Louis Blanc. *Hist. de Révolut. de 1848*, II, p. 235.)

L'Etat démocratique c'est l'Etat serviteur par opposition à l'Etat maître, c'est pourquoi Louis Blanc, avant les événements de 1848, préconisait la révolution politique qui devait être antérieure à la révolution sociale ; on devait avant tout s'emparer du pouvoir de façon à s'en servir comme moyen d'action. « Le pouvoir a des Chambres qui vous menaceront de leurs lois, des tribunaux qui vous atteindront de leurs arrêts, des soldats qui vous frapperont de leurs baïonnettes. Emparez-vous donc du pouvoir si vous

ne voulez pas qu'il vous accable. Prenez-le pour instrument, sous peine de le rencontrer comme obstacle ». (Louis Blanc, *Revue du Progrès*, n° du 15 décembre 1839, p. 492.)

Il existe encore une autre raison pour justifier cette nécessité d'accaparer le pouvoir, c'est le caractère très compliqué que présente l'œuvre de l'émancipation du prolétariat ; cette émancipation exige un remaniement complet dans les habitudes, elle semble contrarier trop d'intérêts pour qu'elle puisse s'accomplir par des efforts isolés et partiels. Il faut opérer sur un plan d'ensemble, et ce n'est pas trop pour réaliser ce plan, que d'employer toute la puissance de l'Etat.

C'est pourquoi Louis Blanc ne demande pas seulement qu'on s'empare du pouvoir, mais il veut encore qu'on l'organise fortement ; un gouvernement fort peut seul assurer la liberté, car selon lui, dans une société où la force organisée n'est nulle part, le despotisme est partout.

De quelle façon l'Etat devra procéder dans son œuvre d'émancipation prolétarienne ? Il devra simplement créer le modèle de la société future au milieu de la société actuelle, de telle sorte que, graduellement et par le seul fait de sa puissance attractive, la première société arrive à absorber la seconde. Donner le type de l'association, là se borne son intervention.

Des critiques ont voulu voir dans cette intervention de l'Etat une atteinte à la liberté, un caractère de despotisme. Il n'en est rien ; tout d'abord, là où la démocratie est adoptée comme forme de gouvernement, il ne saurait y avoir despotisme ; despotisme et démocratie sont deux expressions inconciliables, d'après leurs définitions ; pour qu'il en soit autrement, il faudrait qu'on puisse opposer l'Etat à l'individu, les considérer comme deux forces rivales ; cela ne peut pas être car dans une démocratie, l'Etat, ce n'est pas tel ou tel ministre, tel ou tel parti, c'est la société tout entière agissant en cette qualité dans tout ce qui a un caractère social, par des mandataires émanant du suffrage universel, c'est-à-dire responsables et révocables.

La notion de l'Etat est donc liée à la notion de l'individu. A l'appui de ceci, nous allons citer un passage probant d'un ouvrage de Louis Blanc : « Si par le mot *Etat* on comprend la société agissant en corps d'une part ; et si, d'autre part, on veut le développement libre de *l'individu*, non point au profit de quelques-uns seulement, mais au profit de tous, les deux idées que, très mal à propos l'on oppose l'une à l'autre, loin d'être contraires sont corrélatives.

La seconde exprime le but, la première exprime le moyen. Imaginer un instant que la doctrine de non intervention de l'Etat soit mise en pratique stricte-

ment, logiquement, rigoureusement, malheur au plus faible et place au plus fort ». (Louis Blanc. *L'Etat et la Commune*, 26, Paris 1866).

En considérant l'œuvre en elle-même, comment pourrait-il y avoir despotisme à l'accomplir ? On est d'accord pour reconnaître à une société le droit de modifier et d'améliorer sa constitution politique ; pourquoi en serait-il autrement quand elle veut changer sa constitution sociale, puisqu'elle agit, dans ce second cas comme dans le premier, en vertu d'un consentement émanant librement d'elle-même. Son attention s'est déjà portée sur des mesures moins intéressantes et moins libérales que la réforme actuelle, et cependant elle n'a pas été alors accusée de despotisme. « Eh quoi ! La notion résumée dans la réunion de ses mandataires peut améliorer le régime des prisons, et elle ne pourrait pas, sans encourir l'accusation de despotisme, améliorer le régime du travail ! Il y aurait tyrannie à fonder, au nom de la volonté générale, des associations de travailleurs, et il n'y en a pas à fonder au nom de quelques intérêts particuliers, des compagnies de capitalistes ! chose étrange ! » (Louis Blanc. *Hist. de la Réolut. de 1848*, II, p. 271). D'ailleurs la réorganisation du travail, c'est-à-dire l'amélioration du sort de tous, rentre normalement dans les attributions de l'Etat, et Louis Blanc invoque à l'appui de ceci le témoignage de Pitt. « L'Etat *doit* aux hommes du

peuple du travail ou du pain ». (Louis Blanc. *Organis. du Travail*, dans *Quest.*, p. 268). En outre, il s'agit d'une œuvre, l'association, qui est reconnue salulaire, propre à élever le moral du travailleur et à avoir une influence heureuse sur le sort de la société ; c'est une raison de plus pour l'Etat, en tant qu'il représente la société, de ne pas rester inactif et de ne pas laisser à d'autres le soin d'une semblable initiative.

Nous avons rencontré à chaque pas dans l'exposé du système des ateliers sociaux, l'action de l'Etat : fondation, organisation, fonctionnement, sont autant de matières dans lesquelles il joue un rôle. Des critiques ont été adressées à Louis Blanc ; on lui a reproché de vouloir faire de l'Etat un accapareur d'industries, concentrer entre ses mains tous les monopoles, et de vouloir le charger de pourvoir aux besoins de la commutation privée. C'est dénaturer les idées du président de la commission du Luxembourg que de lui adresser de semblables reproches. Si l'Etat entreprend, dans son système, de racheter les usines, c'est uniquement en vertu du nouveau rôle qui lui est dévolu. « L'Etat doit intervenir, dit-il le 7 mai à l'Assemblée nationale, entre le faible et le fort, pour protéger le faible ». (Louis Blanc, discours du 7 mai. *Droit au trav. au Luxembourg et à l'assemblée*, p. 232). L'Etat a un devoir de tutelle à remplir envers tous ceux qui n'ont pas été favorisés

par le sort. A ceux-là il doit fournir les moyens d'améliorer leur condition et de devenir complètement libres.

En intervenant dans l'industrie, l'Etat, loin de la désorganiser, d'y créer des monopoles à son profit, la règle, et chasse le principe d'antagonisme. C'est un but moral qu'il fournit et non un but basement intéressé et cupide.

Quant au reproche de vouloir faire de l'Etat le pourvoyeur de la consommation privée, on ne saurait sincèrement le considérer comme sérieux. L'Etat seul producteur, seul pourvoyeur, est une utopie ; il y aurait une impossibilité à cela. Il lui faudrait connaître la somme de tous les besoins, tâche immense et impraticable, sous laquelle il succomberait avant d'avoir essayé de l'entreprendre. En laissant de côté toute considération pratique, il y aurait un réel danger à attribuer une pareille tâche à l'Etat, car on aboutirait rapidement au despotisme. « Je vais plus loin : en supposant qu'il y put suffire, ce qu'on risquerait de trouver au bout d'un pareil système, ce serait la tyrannie, la violence, exercée sur l'individu sous le masque du bien public, la perte de toute liberté, une sorte d'étouffement universel enfin ! » C'est une raison analogue à celle qu'il nous donne à propos du mode de recrutement des chefs d'ateliers.

Le rôle de l'Etat dans les ateliers sociaux, d'après Louis Blanc, se réduirait à ceci et serait encore con-

sidérable. Au début son rôle serait essentiellement actif puisqu'il aurait à fonder l'atelier type, et à l'organiser. Une fois le mécanisme social mis en mouvement il n'aurait qu'une simple surveillance à exercer, surveillance à laquelle il a droit, en qualité de bailleur de fonds puisqu'il commandite l'atelier ; il porterait son attention sur la stricte observation des statuts, présiderait à la répartition des bénéfices, de manière à s'assurer qu'aucun membre de l'association n'est lésé ; cela en vertu de son rôle de tuteur que nous avons indiqué plus haut.

Pour terminer il est utile d'opérer un rapprochement entre Louis Blanc et Saint-Simon, autre représentant du socialisme, car la théorie du premier a des racines dans le Saint-Simonisme. Comme Louis Blanc, Saint-Simon appelle l'Etat à son aide dans la constitution de sa famille. Seulement ils diffèrent par le rôle qu'ils attribuent au Pouvoir. Dans le Saint-Simonisme, l'Etat c'est le pape de l'industrie ; il peut tout, il fait tout ; il façonne la société à son gré ; il classe les capacités et établit la hiérarchie par l'élection d'en haut ; ce sont les supérieurs qui choisissent les inférieurs ; il distribue les fonctions, préside au travail et pourvoit à la distribution des richesses. Ces fonctions, Louis Blanc les considère comme des écueils à éviter. L'Etat, dans sa doctrine, a un rôle entièrement opposé ; il ne fait que donner au travail une législation en vertu de laquelle la produc-

tion et la répartition devront s'accomplir en toute liberté ; l'association progressera par sa seule vertu ; l'action de la société reste intacte au lieu de s'effacer, comme dans le Saint-Simonisme, derrière le pouvoir. L'idée seule de faire intervenir l'Etat leur est commune ; le but et les moyens n'ont rien de commun.

CHAPITRE XVI

Résultats officiels de la Commission du Luxembourg

Nous avons dit au chapitre II, que du 1^{er} au 20 mars, les séances furent occupées par l'organisation de la commission et par le règlement de certaines demandes particulièrement pressantes. Ce sont ces demandes et leurs règlements que nous allons examiner.

Dès la première séance, les travailleurs, comprenant que la réalisation des idées de Louis Blanc semblaient lointaines, réclamèrent deux mesures dont ils exigèrent avec insistance la solution immédiate. Ils se refusaient à commencer toute discussion avant d'avoir obtenu satisfaction. Ces mesures sont :

1° La réduction des heures de travail ;

2° L'abolition du marchandage.

Les chefs d'industrie furent convoqués pour le 2 mars, car il sembla juste à Louis Blanc de les faire

intervenir dans ses questions. Son avis fut partagé par l'assemblée.

Le marchandage les occupa tout d'abord.

Les assistants distinguèrent trois sortes de marchandages : 1° Le marchandage des tâcherons ; 2° le marchandage des piécards ; 3° l'entreprise par une association d'ouvriers.

Le premier, le marchandage des tâcherons, souleva unanimement les critiques des patrons et des ouvriers. Il consistait en ce que des marchands sous-entreprenaient certaines parties des travaux et les faisaient exécuter à la journée par des ouvriers sous leurs ordres directs ; il existait donc un intermédiaire entre les directeurs d'usines et les ouvriers, intermédiaire qui absorbait une notable partie des bénéfices qui auraient dû revenir à l'ouvrier. Aussi fut-il considéré comme oppressif et pour ce motif aboli le jour même par un décret. Le second et troisième furent conservés ; le troisième surtout fut considéré comme excellent, car il supposait l'existence d'aucun intermédiaire.

La durée du travail fut réduite par un décret du 2 mars ; elle fut abaissée de onze heures à dix heures pour Paris, et de douze heures à onze heures pour la province. Voici les raisons que Louis Blanc nous donne pour justifier cette limitation : 1° la justice : au delà de dix heures il y a oppression ; 2° ménager la santé de l'ouvrier ; 3° donner une heure de plus

au développement de son intelligence, ce n'est pas diminuer le travail « c'est lui faire regagner en puissance ce qu'il perd en durée ». (Voir *Moniteur* du 13 mars, séance du 3 mars). Ce décret rencontra de vives résistances chez les patrons, car il n'avait été rendu que sur l'acceptation de quelques-uns d'entre eux.

Daniel Stern nous dit que beaucoup de chefs d'usines renvoyèrent leurs ouvriers. (Daniel Stern, *Hist. de la Rév. de 1848*, p. 47-48).

Le 4 mars paraît un décret rendu sur le rapport de la Commission et conçu en ces termes : « Tout chef d'atelier qui exigera de ses ouvriers plus de onze heures de travail effectif, sera puni d'une amende de 50 à 100 francs pour la première fois ; de 100 à 200 francs en cas de récidive ; et s'il y avait double récidive, d'un emprisonnement qui pouvait aller de un à six mois. Le produit des amendes sera destiné à secourir les invalides du travail. »

Malgré ces peines édictées la limitation des heures du travail fut peu observée, si peu que le 14 mars, Louis Blanc rédigea un nouveau décret. « En réponse à plusieurs lettres qui leur ont été adressées des différents points de la France, les président et vice-président de la Commission du gouvernement pour les travailleurs font savoir une fois pour toutes, que, par décret du 2 mars 1848, la durée du travail, dans les ateliers, a été fixée uniformément à onze heures

pour tous les départements. Louis Blanc et Albert. » (*Moniteur* du 15 mars).

Ces décrets et les mesures sévères qu'ils contenaient n'eurent pas grand effet, si bien que le comité du travail de l'Assemblée constituante fut obligé de proposer le 3 juillet à l'Assemblée nationale, « comme nuisibles à l'industrie nationale et aux intérêts des travailleurs » la suppression de toutes les mesures prises sur la durée du travail. Ce projet fut adopté sans discussion.

A la séance du 5 mars Louis Blanc développa un projet qui, selon lui, devait produire des résultats bienfaisants : il s'agissait de fonder dans les quatre quartiers les plus populeux de Paris, quatre établissements destinés à recevoir chacun quatre cents ménage d'ouvriers avec un appartement distinct pour chaque famille. Il en résulterait pour les ouvriers une grande économie sur les objets de consommation : loyer, chauffage, nourriture. Cette économie équivaldrait à une augmentation de salaires, sans dommage pour les patrons. Les capitaux nécessaires pour faire face à cette dépense seraient demandés à l'emprunt ; les créanciers auraient comme garantie des hypothèques sur les établissements eux-mêmes ; le taux de l'intérêt serait de 4 o/o et serait couvert par le montant des loyers, en cas d'insuffisance, la perte, qui ne saurait être que minime, serait supportée par l'Etat. Pour parer aux demandes trop nombreuses d'admission dans ces établissements, on y recevrait

que les familles les plus nécessiteuses, celle où les membres seraient en plus grand nombre.

Ce projet ne fut pas réalisé ; il resta toujours à l'état d'ébauche et aucun décret ne vint le consacrer.

Le 8 mars, le gouvernement provisoire rendit un arrêté sur le rapport de la commission, qui établissait dans chaque mairie un bureau gratuit de renseignements et de placements, chargé de dresser des tableaux statistiques de l'offre et de la demande du travail. C'était une mesure utile, mais qui semble n'avoir jamais été appliquée.

Toujours désireux d'améliorer le sort des ouvriers Louis Blanc voulut abolir la concurrence désastreuse que faisait au travail libre, le travail des prisons, des couvents et des casernes et qui suscitait les plaintes unanimes des travailleurs. Louis Blanc estimait ces plaintes justifiées ; les travailleurs des prisons, des couvents et des casernes, sont logés et nourris et par suite sont plus à même de pouvoir faire aux travailleurs libres une concurrence dont la répercussion se fait sentir sur le salaire. « Il s'agirait de décider au moins momentanément, que ceux qui, placés dans des circonstances exceptionnelles, n'ont pas absolument besoin de travailler pour vivre, céderont le travail à ceux pour qui le travail est la vie même. » (Louis Blanc, disc. du 13 mars.) Louis Blanc veut donc ordonner la suppression du travail dans ces

établissements ; le 24 mars parut un décret reproduisant dans l'énoncé de ses motifs, les arguments présentés au Luxembourg, et qui prononçait la suspension du travail dans les prisons et dans les casernes, la résiliation de tous les marchés passés.

Le 8 avril, la Commission rend un décret concernant les ouvriers étrangers. Ce décret donnait libre accès dans les usines françaises aux travailleurs étrangers et les plaçait sur la protection de leurs camarades français. « Le gouvernement provisoire place sous la sauvegarde des travailleurs français les travailleurs étrangers qu'emploie la France, et il confie l'honneur de la République hospitalière à la générosité du peuple. » (Décret du 8 avril, *Moniteur* du 9 avril.)

On voit que toutes les mesures pratiques prises au Luxembourg consistent en des décrets restés sans force ; les propositions de Louis Blanc ne reçoivent même plus un commencement d'exécution, tellement elles paraissent exorbitantes et audacieuses.

Les seuls résultats de la Commission tiennent à son rôle d'arbitre. Toutes les fois qu'un différend surgissait entre patrons et ouvriers, les parties en cause avaient recours aux offices du Tribunal du Luxembourg.

Le 26 mars il aplanit les difficultés qui troublaient les établissements Derosne et Cail. Le 31 mars a lieu la conciliation entre patrons et ouvriers de l'industrie

des papiers peints. Le 1^{er} avril c'est la convention entre les maîtres et ouvriers paveurs parisiens ; le 1^{er} mai, l'entente établie entre les débardeurs et les marchands de bois de la rive gauche. Nous ne signalons que quelques arbitrages. Ce fut là le rôle véritablement utile de la commission qui empêcha ainsi bien des grèves et les conséquences désastreuses qui en seraient résultées.

Nous ne saurions terminer notre tâche sans parler de l'exposé général de la commission du Luxembourg. Cet exposé est le résumé de l'œuvre de la commission fait en vue d'être déposé sur le bureau de l'assemblée nationale. Il contient les critiques de la concurrence déjà vues et il forme un plan complet de réorganisation du travail ; il fait rentrer l'agriculture dans l'association ; les ateliers sociaux agricoles sont formés à l'usage des ateliers sociaux industriels. Mais il ne reflète pas dans leur intégrité les idées de Louis Blanc. Cela est dû à ce fait qu'il a été rédigé par Vidal et Pecqueur. Tout en s'inspirant des principes généraux du Président de la commission exposés plus haut, les auteurs s'écartèrent quelque peu, pour des raisons pratiques, des doctrines de Louis Blanc, et corrigèrent bien des exagérations. En voici quelques exemples. A la différence de Louis Blanc, Vidal et Pecqueur établissent dans les ateliers un salaire uniforme, mais seulement pour les membres d'une même catégorie. C'est au conseil d'administration présidé

par le directeur qu'est dévolue la tâche de fixer les classes et de déterminer la rémunération de chacune d'elles.

Louis Blanc préconisait la répartition suivant les besoins : « A chacun selon ses besoins ». Vidal et Pecqueur n'observent pas ce principe ; ils demandent le partage des bénéfices suivant le travail, et l'élévation des salaires d'après la hiérarchie des fonctions. Le plan contenu dans l'exposé repose bien sur des principes socialistes ; il est l'œuvre de deux économistes imbus des mêmes idées, qui se sont associés sans s'astreindre à reproduire servilement les idées du maître. Les différences sont assez sensibles et prouvent une fois de plus le caractère utopique des théories de Louis Blanc.

Disons que cet exposé déposé sur le bureau de l'assemblée ne fut pas lu à la tribune. On n'en fit aucune mention dans la discussion sur le droit au travail, et il passa inaperçu, aussi bien des législateurs que du public, et de la plupart des ouvriers.

CONCLUSION

On peut dire que la commission du Luxembourg marqua la défaite du système de son Président. Louis Blanc aurait dû voir que la présidence qui lui fut offerte n'était qu'une flatterie à l'adresse de son orgueil, comme la commission elle-même n'était qu'un expédient, qu'une dérision. Comme nous l'avons vu au début de ce travail, il céda par peur de l'insurrection populaire. Mais il avait le droit d'exiger que ceux qui craignaient des troubles fissent comme lui des concessions ; en agissant ainsi il aurait évité de se trouver dans une position fautive ; il pouvait et devait protéger la classe ouvrière sans intervenir et agir seul et directement, mais en demandant à ses collègues de partager avec lui les responsabilités écrasantes qu'il supportait. Si les membres du gouvernement restèrent sur la réserve, il devait se montrer inflexible, et alors la question de l'émancipation du prolétariat serait restée tout entière entre les travailleurs et le gouvernement ; peut-être le gouvernement aurait été obligé

de céder. Quel rôle joua-t-il ? A son insu, son rôle consista à duper le prolétariat, à servir d'intermédiaire entre les ouvriers et l'exécutif, à signer des marchés toujours ruineux pour le parti qu'il devait défendre.

Quoi qu'il en soit, que Louis Blanc soit allé au Luxembourg par orgueil, par abnégation, ou pour l'intérêt du socialisme, le rôle qu'il y joua fut fatal à la démocratie socialiste, car il montra l'inanité, l'impossibilité de réalisation de ses doctrines. Au lieu d'une victoire, le socialisme eut une défaite. Cela ne suffit pas encore au gouvernement ; il voulut rendre son triomphe plus complet, et créa les ateliers nationaux dans le but de combattre l'influence de Louis Blanc et d'Albert, de les désigner comme étant les causes de désordre dans le crédit, dans l'industrie et dans le commerce.

La question se pose de savoir si Louis Blanc était bien à sa place comme membre du gouvernement provisoire ; s'il n'a pas fait une faute en acceptant, lui, socialiste, d'entrer dans une réunion d'hommes appartenant à la bourgeoisie. C'est le problème que nous voyons agité aujourd'hui, et qui a opéré une scission dans le parti socialiste : les uns, les intransigeants, les partisans du tout ou rien, veulent que le pouvoir exécutif soit, ou tout entier socialiste, ou ne soit pas : ce sont les socialistes révolutionnaires (il ne faut pas prendre ici le mot révolutionnaire

dans son acception courante, il faut en exclure toute idée de violence et ne voir que le côté scientifique); les autres, les réformistes, admettent la participation de leurs membres au pouvoir dit bourgeois.

Cette digression faite, revenons à notre question et demandons-nous si Louis Blanc n'aurait pas dû refuser de faire partie du pouvoir exécutif ? Nous pensons que s'il avait agi ainsi il aurait fait preuve de sagesse. Le parti socialiste en France n'était pas assez fort en 1848 ; s'il eût été plus puissant, la question aurait changé de face, et les inconvénients n'auraient pour ainsi dire pas existé, car des réformes prolétariennes auraient été possibles. Mais en ne suivant pas cette ligne de conduite, il courait à la faillite, au discrédit. « Et ce sera toujours, et fatalement, le rôle d'un socialiste qui s'associera au pouvoir bourgeois. Il n'aboutira qu'à enrayer le socialisme ou à jeter le discrédit par les compromissions inséparables de l'exercice de la puissance publique, en régime capitaliste. » (Paul Louis. *Hist. du Social. français*, p. 175. Paris 1901.)

Le Président de la Commission du Luxembourg a attribué l'échec de son système à l'absence de ressources de budget. C'est étrangement s'abuser. Un budget n'est utile que pour appliquer des principes connus de tous et accepté par tous ; or, la majeure partie de la nation ne connaissait le socialisme que de nom ; la théorie du droit au travail même était

inconnue. Dans ces conditions le succès était impossible.

Louis Blanc a fait de la concurrence une critique très vigoureuse et exclusive, qui constitue la partie la plus brillante de ses ouvrages et de ses discours. Mais son atelier social n'était pas nouveau ; on le retrouve chez tous les rêveurs, chez tous les utopistes. C'est le même thème : *supprimer les activités individuelles au profit d'une activité en quelque sorte générale*, avec l'intervention de l'État devenu dépositaire de la richesse publique. Il voulait anéantir la concurrence : la solution ne lui était pas offerte par son atelier ; s'il avait pu assister à la fondation de cet atelier, il aurait vu que l'égoïsme qu'il combattait, loin de disparaître, se serait développé ; l'antagonisme aurait surgi entre les groupes sociaux et au sein de chaque association, entre ouvriers, entre ouvriers et chefs, entre travailleurs et capitalistes. Quant à cette fraternité qu'il prône tant, qu'il associe à la liberté et à l'égalité, ce n'est pas autre chose que le communisme.

Toutefois il faut reconnaître à Louis Blanc le grand mérite de s'être efforcé d'introduire dans le peuple l'idée bienfaisante d'association ; c'est par l'association que le prolétariat pourra résister victorieusement aux abus du patronat, rendre sa condition meilleure et hâter la solution des problèmes le concernant.

« S'il n'a pas donné à la masse du prolétariat l'orga-

nisation promise, il a du moins fortement suscité en elle une tendance organisatrice qui pourra s'égarer longtemps encore, mais dont le résultat définitif ne saurait plus être mis en doute. » (Stern, *Hist. de la Révolut. de 1848*, II, p. 41. Paris 1862).

Vu : Le Président de la thèse
DESCHAMPS

Vu : le Doyen :
LYON-CAEN

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris
LIARD

BIBLIOGRAPHIE

BAUDRILLART. — Publicistes modernes. Paris, 1863.

BLANC (Louis). — Organisation du travail, 5^e édition. Paris, 1848.

— Catéchisme des socialistes. Paris, 1849.

— Socialisme. — Droit au travail. Paris, 1849.

— La Révolution de février au Luxembourg. Paris, 1849.

— Appel aux honnêtes gens. Paris, 1849.

— Histoire de la Révolution de 1848, 2 vol. Paris, 1870.

— Question d'aujourd'hui et de demain, 5^e vol. Paris, 1880.

— L'Etat et la commune. Paris, 1866.

Droit (le) au travail au Luxembourg et à l'Assemblée. Paris, 1849.

FAUCHER (Léon.) — Du système de Louis Blanc sur le travail, l'association et l'impôt. Paris, 1848.

FOURNIÈRE. — Théories socialistes au XIX^e siècle. Paris, 1904.

GARNIER-PAGÈS. — Histoire de la Révolution de 1848, 11 vol. Paris, 1866.

Grande Encyclopédie. Article Louis Blanc.

Histoire de cinq mois depuis l'ouverture de la Chambre. 1847, jusqu'aux événements de juin 1848. Paris, 1848.

ISAMBERT. — Idées socialistes en France de 1815 à 1848.

Paris, 1905.

LAMARTINE. — Histoire de la Révolution de 1848. 2 vol.

Bruxelles, 1849.

Trois mois au pouvoir. Paris, 1849.

LEVASSEUR. — Histoire des classes ouvrières de 1789 à 1870,

2 vol. Paris, 1904.

LOUIS (Paul.) — Histoire du socialisme français. Paris,

1901.

MALON. — Histoire du Socialisme. Paris, 1882.

Socialisme intégral. Paris, 1894.

MENGER. — Droit au produit intégral du travail. Paris,

1900.

REYBAUD. — Etude sur les Réformateurs modernes. Paris,

1749.

ROBIN (Charles.) — Louis Blanc, sa vie, ses œuvres. Paris,

1851.

SAY (Léon). — Dictionnaire d'économe politique, article.

Droit au travail.

STERN (Daniel.) — Histoire de la Révolution de 1848, 2 vol,

Paris, 1862.

PUBLICATIONS ET JOURNAUX

Journal des Débats, 1845.

Journal « la Réforme », 1848.

Moniteur, 1848.

Revue des Deux-Mondes, 1848.

Revue du Progrès, 1839.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.....	5
CHAPITRE I. — La Commission du Luxembourg.....	18
I. — Création de la commission.....	18
II. — Idées de la majorité concernant cette création et raisons d'acceptation de Louis Blanc..	24
CHAPITRE II. — Constitution de la commission du Luxembourg.....	31
CHAPITRE III. — La doctrine de Louis Blanc au Luxembourg. Caractères généraux.....	37
CHAPITRE IV. — L'équilibre entre la consommation et la production.....	43
CHAPITRE V. — Les progrès de l'art industriel dans la concurrence.....	50
CHAPITRE VI. — La misère, la concurrence est l'enfantement perpétuel et progressif de la misère..	54
CHAPITRE VII. — La liberté. Absence de liberté dans le régime individualiste. La liberté telle que la conçoit Louis Blanc.....	62
CHAPITRE VIII. — De chacun selon ses facultés, à chacun selon ses besoins.....	70

CHAPITRE IX. — Le mobile de l'intérêt. Conciliation de l'intérêt personnel avec l'intérêt général.	77
CHAPITRE X. — Fondation et administration des ateliers sociaux	82
I. — Fondation	82
II. — Administration	87
CHAPITRE XI. — Les salaires	92
I. — Les salaires et leur base dans l'individualisme.	93
II. — Les salaires dans l'association. L'égalité des salaires	95
III. — Base du salaire dans l'association	103
CHAPITRE XII. — Le capital et l'intérêt du capital. ...	105
CHAPITRE XIII. — Association entre les ateliers d'une même industrie	112
I. — Détermination du prix de revient	113
II. — Fixation des salaires	117
CHAPITRE XIV. — Etablissement de la solidarité entre toutes les industries	119
CHAPITRE XV. — L'Etat dans la doctrine et le système de Louis Blanc	126
CHAPITRE XVI. — Résultats pratiques officiels de la com- mission du Luxembourg. Exposé général ...	136
CONCLUSION	145
BIBLIOGRAPHIE	151

